



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2605
6 juillet 2018
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)



L'Europe capitaliste contre les migrants et contre tous les travailleurs

PALERMONANIA.IT

Contrats aidés

**100 000 emplois
supprimés**

Page 3

Hôpitaux

**Des conditions
inacceptables**

Page 12

Cheminots

**La détermination
est toujours là**

Page 11

L'Europe forteresse condamne les migrants et tous les travailleurs

Les dirigeants de l'Union européenne ont laborieusement accouché d'un accord sur ce qu'ils appellent la crise migratoire. Il confirme tous les dispositifs qui font la honte de cette Europe des riches. L'accord veut continuer à confiner les migrants dans les pays les plus pauvres du globe et criminalise toujours plus les femmes, les enfants et les hommes fuyant la misère et la guerre.

Les gouvernements européens auxquels l'extrême droite participe sortent triomphants de ce sommet. Quant à ceux qui, comme Macron, se prétendent gardiens d'un idéal européen, ils sont méprisables à force d'hypocrisie. Ils ne sont pas avares de grandes phrases sur les dangers du nationalisme et de la xénophobie mais empruntent le discours de l'extrême droite pour justifier le même rejet des migrants.

Macron refuse ainsi d'ouvrir les ports français aux navires transportant des migrants sauvés par les ONG, qu'il accuse de faire le jeu des passeurs en prenant en charge les rescapés. Mais ce qui fait le jeu des trafiquants de vies humaines, c'est la politique des grandes puissances qui cadennassent leurs frontières et transforment en crime le fait de fuir la misère !

La crise des migrants est une crise politique. Ce n'est pas par manque de moyens que la riche Europe se refuse à offrir un accueil digne aux migrants, dont le nombre d'arrivées a diminué depuis 2015. Les mesures antimigrants sont le seul argument politique de nombreux gouvernements. Salvini, nouveau ministre de l'Intérieur italien et dirigeant d'un parti d'extrême droite, en est l'illustration. Il présente sa politique toujours plus dure contre les migrants comme le moyen d'assurer une vie meilleure aux Italiens. Dans le même temps, il explique que la lutte contre la précarité, dont son gouvernement prétendait faire une priorité, ne doit pas être une menace pour les entrepreneurs. Un message que les patrons italiens reçoivent cinq sur cinq et dont les travailleurs ont eux aussi intérêt à tirer les leçons !

Car c'est au nom du chômage et du recul des conditions de vie et de travail dans les pays d'Europe que les politiciens de tout bord justifient la chasse aux migrants. C'est au nom des intérêts des pauvres d'ici qu'ils justifient le rejet de plus pauvres venus d'ailleurs. Les politiciens responsables des mesures qui appauvrissent depuis des décennies les tra-

vailleurs prétendent ainsi les protéger avec ces mesures abjectes !

Mais transformer l'Europe en forteresse interdite aux migrants ne protégera aucun travailleur du chômage et de la précarité. Le rejet des migrants ne mettra aucune famille populaire à l'abri des fins de mois impossibles à boucler. Cette aggravation de nos conditions de vie, ici, dans les pays les plus riches de la planète, est le résultat de la guerre sociale que les gouvernements successifs nous mènent, pour que la bourgeoisie maintienne et augmente ses profits.

Les profits sont mirobolants et les chiffres d'affaires des grands groupes du CAC 40 repartent à la hausse. Oui, les actionnaires des grands groupes, les propriétaires des capitaux, se gavent comme jamais. Mais leur économie reste en crise et les investissements productifs n'ont même pas retrouvé le niveau précédant l'effondrement de 2008. Les conséquences, ce sont les travailleurs qui les paient, par la suppression des quelques droits acquis auparavant dans les pays les plus riches et par l'aggravation de l'exploitation partout.

Le capitalisme en crise plonge toute la société dans le chaos. La guerre économique que se livrent les grands groupes capitalistes dans l'arène mondiale condamne les trois quarts de l'humanité à la misère. Même ici, dans la cinquième puissance économique mondiale, les travailleurs font face à l'écroulement de leur niveau de vie.

Dans plusieurs régions du monde, la guerre économique se transforme en guerre tout court. Les grandes puissances interviennent directement ou par bandes armées interposées, pour maintenir leur domination et protéger les intérêts de leurs capitalistes.

Oui, toute la société va mal. L'odyssée des migrants est un aspect dramatique de la catastrophe sociale qui menace tous les travailleurs.

Alors, ne nous trompons pas d'ennemis, refusons de nous laisser diviser entre pauvres ! Exploités confrontés aux bombes et à la misère et poussés sur les routes de l'exil, ou exploités nés ou installés depuis longtemps dans les pays riches, nous avons les mêmes intérêts. Nous avons une même lutte à engager contre la domination de la minorité capitaliste qui pousse toute la société vers l'abîme.

Au sommaire

LEUR SOCIÉTÉ		Cour des comptes : pour plus d'austérité! 5		De Le Pen à Macron : surenchère raciste 7		Le Mondial de football : sport-spectacle et foire aux chauvinismes 16		
Contrat aidé : un plan social passé sous silence 3	École : manque de moyens 5	DANS LE MONDE		ENTREPRISES		CHEMINOTS		
Sécurité sociale : 24 milliards pris aux assurés 3	Aide médicale d'État : une remise en question 5	Sommet de l'Union européenne : tous d'accord contre les migrants 8		PSA - Rennes 13		La détermination est toujours là 11		
Élection au Medef : que demander de plus à Macron ? 3	Lafargue et les djihadistes : pour quelques millions de plus 6	Morts en Méditerranée : Macron et Salvini responsables 8		PSA - Poissy 13		HÔPITAUX		
Les 80 km/h : les accidents et leurs causes 4	Gaz : les prix explosent 6	Autriche : contre la journée de travail de 12 heures 8		Sealynx - Charleval 13		Hôpital de Pau et d'Alençon 12		
Fermeture de commissariats : discours sécuritaires et économies budgétaires 4	Déchets nucléaires à Bure : les opposants harcelés par la police 6	Allemagne : le chaos politique gagne 9				Psychiatrie - Paris 12		
 Budget 2019 : contre les fonctionnaires et tous les travailleurs 5	Sahel : troupes françaises hors d'Afrique ! 7	Mexique : le candidat de gauche élu à la présidentielle 10		Ford - Blanquefort 14		Maternité de Guingamp 12		
	Simone Veil au Panthéon : Macron se met en scène 7	Iran : l'embargo américain aggrave la crise économique 10		Anovo - Brive 14		LUTTE OUVRIÈRE À VOTRE RENCONTRE		
				Monoprix - Malakoff 14		Les prochaines étapes 16		
				Sanofi - Compiègne 15				

Contrats aidés : un plan social passé sous silence

D'après le projet de budget 2019, il est prévu de réduire le nombre d'emplois aidés de 200 000 à 100 000.

Tout confondu, ce sont un million deux cent mille personnes qui aujourd'hui occupent un emploi subventionné par l'État. Parmi elles, 200 000 disposent encore du contrat unique d'insertion ou de sa nouvelle mouture le Parcours emploi formation, ou encore d'un Emploi avenir, formule complètement abandonnée.

Ces emplois ne sont pas la panacée, un temps partiel payé au smic le plus souvent, sans perspective d'embauche, renouvelable une ou deux fois.

C'est entre autres cet argument qui sert à Macron pour justifier leur réduction. Il s'appuie aussi sur le fait que ces salariés ne retrouvent pas d'emploi pérenne dans la majorité des cas. En réalité, la réduction de ces emplois est avant tout dictée par la chasse aux économies sur les dépenses publiques. En fait, il s'agit là d'un plan social de grande ampleur. En 2016,

le nombre de personnes concernées dépassait les 400 000. En quelques années ce sont donc plusieurs centaines de milliers de salariés qui se sont retrouvés au chômage avec un revenu souvent proche du RSA, le revenu solidarité activité.

D'autre part, partout le travail s'est intensifié. Que ce soit dans les écoles, les lycées ou les collèges, que les salariés embauchés en contrat d'insertion s'occupent de secrétariat, de ménage, d'accompagnement des enfants, ou d'espaces verts, les salariés embauchés comme fonctionnaires ou CDI qui restent se retrouvent à avoir perdu des collègues, mais à devoir faire la même quantité de travail. Il en est de même dans les hôpitaux, les associations, les mairies.

L'embauche des contrats aidés suppléait au manque de personnel; aujourd'hui ils disparaissent et chacun



Soutien des enseignants aux emplois aidés.

doit courir un peu plus pour permettre le fonctionnement de ces services ou limiter leur dégradation. L'existence même d'associations est menacée.

Voilà où mène la

politique d'un gouvernement qui répond avec empressement à l'avidité des riches au prix du désespoir d'une fraction de la population. Il faut lutter pour une embauche massive dans

les services publics, à des conditions qui permettent de vivre et de sortir de l'insécurité du lendemain que l'on est en train d'imposer à toute la classe ouvrière.

Inès Rabah

Sécurité sociale : 24 milliards pris aux assurés

L'État va détourner des comptes de la Sécurité sociale une somme qui pourrait atteindre 24 milliards d'euros en 2022.

La mesure qui va permettre ce véritable vol sur le dos des salariés est passée inaperçue. En effet, en décembre dernier, lors du vote sur le budget 2018, un article de la loi de programmation des finances publiques (LPPF) a été adopté, prévoyant que les excédents dégagés par les régimes de la Sécurité sociale seront plafonnés à partir de 2019, à hauteur de 0,8 point du PIB. Le solde, c'est-à-dire tout ce qui dépassera, ira renflouer les caisses de l'État.

Depuis, le gouvernement a annoncé fièrement que le déficit de la Sécurité sociale est en passe de se résorber. Après un « trou » de 5,1 milliards en 2017, un quasi-équilibre est prévu pour 2018, et une nette amélioration encore en 2019 et au-delà.

Mais à quel prix? Tout le monde connaît les moyens qui ont été employés: réductions des prestations, économies au dépens des hôpitaux, déremboursement de médicaments, diminution des retraites, augmentation

des « restes à charge », etc. Sans oublier la réforme des retraites encore à venir, qui devrait permettre de dégager encore des milliards. La Cour des comptes dans un rapport a voulu donner un ordre de grandeur aux sommes qui seraient soustraites à la Sécurité sociale et qu'elle ne pourrait plus utiliser dans le futur, les estimant donc à 24 milliards d'ici quatre ans. Le rapport parle de résultat « conséquent ».

Selon le président de la Cour des comptes, Didier Migaud: « Les mouvements entre le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale sont constants et ne sont pas toujours d'une grande clarté. »

Pourtant voler l'argent des salariés, s'en prendre à la protection sociale dans le domaine de la santé et des retraites, diminuer l'accès aux soins pour les plus démunis, afin que l'État puisse donner des milliards aux plus riches, n'est-ce pas d'une très grande clarté?

Bertrand Gordes

Élection au Medef: que demander de plus à Macron?

C'est finalement Geoffroy Roux de Bézieux qui a remporté l'élection à la tête du Medef mardi 3 juillet. Mais il était difficile pour les 556 grands électeurs du Medef de se déterminer sur le fond alors que, comme le soulignait le président sortant Gattaz, « 90 % de leurs idées sont communes ».

Le pedigree des deux derniers candidats en lice résume assez bien leur monde. D'un côté le vainqueur était soutenu par des membres influents du patronat français comme Kessler ou Mestrallet. Ce fils de banquier, ancien de L'Oréal, après avoir amassé une confortable fortune en revendant The Phone House puis Virgin Mobil, dirige aujourd'hui le fonds d'investissements Notus Technologies tout en étant depuis cinq ans vice-président du Medef. L'autre candidat, Alexandre Saubot, était le poulain du syndicat patronal de la métallurgie, l'UIMM. Se présentant comme le modeste patron d'une entreprise familiale, il est en fait l'héritier d'Haulotte, numéro un européen de la nacelle élévatrice.

Le suspens électoral aura duré jusqu'au bout, chacun se présentant comme un militant de terrain prêt à mouiller la chemise pour obtenir la moindre voix, tout en exprimant leur piètre estime de leurs électeurs. Ainsi, l'heureux élu estimait à la veille du scrutin: « Entre les indécis et les menteurs, le résultat serra serré ».

Le nouvel élu affiche sa volonté d'accompagner le gouvernement dans ses réformes, rompant avec l'attitude de son prédécesseur. Gattaz n'avait pas seulement traité de terroristes les militants CGT manifestant contre la loi Travail, il avait aussi envoyé sur les roses ceux qui réclamaient des contreparties aux 40 milliards par an donnés par Hollande au patronat avec son pacte de responsabilité. Mais sur le fond, Roux de Bézieux est taillé dans la même veine. Comme le soulignait un de ses partisans, « il n'est pas vraiment dans le dialogue social ». Le nouvel

élu se vantait ainsi il y a quelques années « d'écraser ce qu'il y a en face » et de ne « pas faire de prisonnier ». Ce n'était pas seulement l'expression d'une forme de nostalgie de sa jeunesse dans les commandos de marine à Djibouti et au Liban. Mais c'est bien l'attitude d'un patronat en guerre contre le monde du travail.

Cette campagne a aussi été l'occasion pour certains grands patrons d'établir leurs états d'âme sur le rôle du Medef aujourd'hui. Comment faire en effet pour exister, alors que le gouvernement Macron anticipe tous leurs désirs avant même qu'ils ne les expriment? Nul doute que les patrons continueront à trouver une oreille compatissante auprès du gouvernement pour lever leurs inquiétudes.

Gilles Boti



Le 80 km/h : des accidents et de leurs causes

Depuis le 1^{er} juillet, la limitation de vitesse à 80 km/h est entrée en vigueur sur une grande partie du réseau routier secondaire, pour les routes à double sens sans séparateur central. Le but de cette mesure, telle qu'elle a été présentée par le gouvernement, est de faire baisser la mortalité sur ce type de routes qui cumulent à elles seules 30 % des accidents mortels.

Selon les simples lois de la physique, il est évident qu'en roulant moins vite, d'une part on diminue la distance de freinage, ce qui peut permettre d'éviter l'accident, et d'autre part, en cas de choc, les conséquences sont moins graves. Mais cela n'empêche pas des obsédés de la vitesse ainsi que des associations d'automobilistes de contester ces données et de pousser des hauts cris parce qu'on leur ôterait du « temps de vie sociale » ! Cependant, nombre de critiques, plus justifiées, proviennent de travailleurs qui empruntent quotidiennement ces routes et craignent de devoir passer encore plus de temps en trajet, ainsi que de collectivités locales qui s'inquiètent de la facture à payer dans les changements de panneaux.

La vitesse, tout comme la consommation d'alcool ou de drogues, l'agressivité, qui dépendent de la responsabilité individuelle du conducteur, jouent certes un rôle important dans le nombre d'accidents de la route. Mais elles n'en sont pas les seules causes. Le mauvais état de certaines petites routes que les collectivités locales

n'arrivent plus à entretenir comme il le faudrait faute de crédits; la fermeture de lignes secondaires de trains et l'absence de transports qui obligent les habitants des zones rurales à rouler en voiture pour leurs moindres déplacements, la prolifération de poids lourds malgré toutes les promesses – non tenues – de développer le transport ferroviaire pour les marchandises, tous ces facteurs sont de la responsabilité de l'État. C'est lui qui se désengage des services publics de transport, coupe les crédits indispensables au bon maintien des routes, tout en favorisant leur utilisation, au détriment des transports ferroviaires, y compris avec les bus Macron, et en créant de ce fait des encombrements dangereux.

Même dans la conduite des automobilistes, la responsabilité de l'État est engagée, dont le souci n'est pas de donner une éducation sociale aux jeunes dès leur enfance, mais qui, au contraire, encourage l'individualisme le plus agressif présenté comme un modèle de réussite.

En voulant abaisser la



Jean Michel Nossant/SIPA

vitesse à 80 km/h, Macron veut se donner l'image d'un président soucieux de la sécurité de tous, décidé à

faire front aux oppositions que suscite cette mesure. Mais en ôtant la plupart des moyens susceptibles de

faire baisser le nombre de victimes de la route, il fait plutôt figure d'hypocrite.

Marianne Lamiral

On connaît la chanson

Pour tenter de calmer un peu les oppositions face à la limitation de vitesse, le Premier ministre passe un coup de pommade humanitaire. Le produit des amendes pour dépassement des 80 km/h sera collecté sur un fonds qui alimentera les hôpitaux participant à la reconstruction des blessés, a déclaré Édouard Philippe.

Voilà une promesse qui a comme une odeur de réchauffé.

Le produit de la vignette automobile, cet impôt qui a eu cours entre 1956 et 2000, devait lui aussi alimenter un Fonds national de solidarité dont le but était de garantir un revenu minimum aux personnes âgées de plus de 65 ans. Combien d'argent

est-il allé dans la bonne direction? Cela reste un mystère mais chacun s'accorde à dire que les vieux n'en ont guère vu la couleur.

Quant au mécanisme qui permettra de transférer l'argent des amendes vers les hôpitaux, il est « encore à l'étude »...

M.L.

Fermeture de commissariats : discours sécuritaires et économies budgétaires

Depuis plusieurs mois, les maires de banlieue de la petite couronne autour de Paris ainsi que des syndicats de policiers dénoncent un projet de « mutualisation » des moyens de police qui prévoit notamment la fermeture, la nuit et le week-end, d'un grand nombre de commissariats.

Dans certaines communes, comme à Charenton, Alfortville et Ivry-sur-Seine dans le Val-de-Marne, des rassemblements ont eu lieu le 9 juin à l'appel des élus locaux. Leurs protestations rencontrent certainement un écho favorable dans une partie des habitants de ces communes populaires qui ont le sentiment légitime d'être laissées de plus en plus à l'abandon par l'État. S'ajoutant aux fermetures de bureaux de poste et d'autres services publics, la réduction des heures d'ouverture des commissariats rendra

de nombreuses démarches plus difficiles. La fermeture des permanences de nuit laissera de nombreuses personnes encore plus démunies pour se défendre, lors de certains conflits de voisinage, face à des violences domestiques ou à des agressions, autant de situations dans lesquelles les policiers sont souvent le seul recours dans la société actuelle.

Cependant, quand la police intervient utilement contre une agression ou lors d'un accident, elle ne montre qu'une partie de son visage. Son rôle principal

est d'être une force de répression utilisable à tout moment par les autorités pour défendre un ordre social de plus en plus violent et inégalitaire. Les policiers sont utilisés pour expulser les locataires qui ne peuvent plus payer leur loyer, pour faire la chasse aux migrants qui n'ont d'autre refuge que les campements dans la rue ou pour réprimer des manifestations de travailleurs menacés de licenciement.

Malgré ce que prétendent les dirigeants jamais avarés de discours sécuritaires, comme toutes les administrations et services de l'État, la police subit les effets de la politique d'économies budgétaires que le gouvernement mène pour pouvoir verser encore davantage d'argent aux capitalistes et à la minorité la plus riche.



Le Pays Briare

Commissariat de Coulommiers.

Dans ce domaine comme dans tous les autres, Macron et ses ministres se moquent bien d'aggraver encore un peu plus les conditions de vie des classes populaires. Mais on peut être certain que pour équiper de pied en cap les CRS et autres

gendarmes mobiles, et leur donner les moyens de réprimer les mobilisations que sa politique ne manquera pas de susciter parmi les travailleurs, le gouvernement ne regardera pas à la dépense.

Jean Sanday

Budget 2019 : contre les fonctionnaires et tous les travailleurs

Le budget en préparation pour l'année 2019 est un nouveau plan de guerre du gouvernement contre les classes populaires. En plus de supprimer 100 000 emplois aidés et 70 000 emplois de fonctionnaires, le gouvernement envisage aussi de baisser le budget des aides au logement (APL) de 1,3 milliard d'euros.

Ce budget sera voté à l'automne mais c'est maintenant que les mauvais coups se préparent. Il est question de réformer les APL en fixant leur montant en fonction des revenus de l'année en cours et non plus des années précédentes. Mais aussi alambiquée que sera la méthode de calcul utilisée, l'objectif du gouvernement, lui, est simple : baisser leur montant.

Pour les suppressions d'emplois aidés et de postes de fonctionnaires, le gouvernement saura aussi trouver des prétextes. Par exemple, au ministère des Finances publiques, il est question de « transformation numérique », c'est-à-dire de remplacer des

femmes et des hommes en chair et en os par un site internet. Mais la « modernisation » a bon dos. En quoi moderniser impose-t-il de supprimer des emplois ? Cela devrait permettre au contraire à des agents des finances publiques d'être plus disponibles pour aider les personnes en ayant besoin, comme celles qui ont du mal avec l'informatique. Cela pourrait aussi permettre de renforcer les services qui sont censés lutter contre la fraude fiscale des grands groupes industriels et financiers.

Mais comme on dit, c'est demander du lait à un bouc. L'État n'est pas fait pour cela mais pour être au service des capitalistes. Et cela

s'exprime d'une façon éclatante avec l'élaboration de son budget.

L'an dernier, l'État a trouvé plus de 40 milliards d'euros à donner aux financiers au prétexte qu'ils lui ont prêté de l'argent. Et à cela, il faut ajouter les dizaines de milliards d'euros de subventions au patronat qui se cachent derrière n'importe lequel des budgets publics. Quelle part du budget de la Santé va à des industriels du BTP, de la pharmacie ou des hautes technologies ? Quelle part du budget de l'Éducation gonfle les profits des éditeurs de livres scolaires ? Et ne parlons pas du budget de l'Armée qui fait les bénéfices des Dassault, Thalès et autres groupes industriels.

À chaque nouveau budget de l'État, des milliards d'euros sont dégagés pour être donnés à fonds perdus au grand patronat. Et les services publics nécessaires aux couches populaires, eux, étouffent asphyxiés.

Pierre Royan



Cour des comptes : pour plus d'austérité !

Dans son rapport 2018 sur les finances publiques, tirant à sa façon le bilan de la première année de la présidence de Macron, la Cour des comptes incite le gouvernement à aller encore plus loin dans l'austérité budgétaire.

Si elle reconnaît bien une baisse de la dépense publique au cours de la première année du quinquennat, la Cour des comptes s'alarme de la suite : les prévisions budgétaires du gouvernement tablent sur une croissance économique

trop forte, certaines mesures, comme la suppression de la taxe d'habitation, ne seraient pas financées, et le gouvernement n'a pas publié les mesures qu'il comptait prendre pour « réformer l'État », c'est-à-dire pour y supprimer des dizaines de milliers d'emplois et donc y réaliser des économies encore plus importantes.

Pour conclure, les magistrats de la Cour demandent au gouvernement « d'engager une action résolue sur la dépense publique » et « un effort de pédagogie collective ».

En clair, ils demandent d'aller encore plus loin dans les économies sur le dos des classes populaires. On ne sera pas surpris que ces économistes professionnels ne trouvent rien à redire à la suppression de l'ISF, ni aux milliards distribués sous diverses formes au patronat. Nul doute en tous cas que Macron et ses ministres sauront prêter une oreille attentive à d'aussi avisés conseils.

J.L.G.

École : manque de moyens

Le ministre de l'Éducation nationale, Blanquer, se vante du dispositif de dédoublement des classes à 12 élèves, qu'il a mis en place au cours préparatoire. Le fait que les classes à petits effectifs permettent aux enfants d'apprendre mieux et plus vite n'est certes pas une découverte. Enseignants et parents le savent depuis longtemps et réclament depuis des années que toutes les classes soient telles.

Mais ce n'est du tout ce qui s'est fait durant cette année scolaire, ni ce qui est prévu pour la rentrée prochaine. Les dédoublements n'ont concerné que 2 200 classes faisant partie des zones classées REP+ (réseaux d'éducation prioritaire renforcés). D'autre part, ils se sont faits au détriment d'autres dispositifs. Ainsi 72 % des dispositifs « Plus de maîtres » ont été supprimés. Or ils permettaient aussi d'encadrer des petits groupes d'élèves. Et

c'est sans parler des écoles – 34 % d'entre elles – qui ont été confrontées à des problèmes de locaux.

Il serait donc question d'étendre cette mesure à d'autres classes. Mais combien seront concernées, et avec quels moyens ? En septembre prochain, 5 400 classes de CP et désormais aussi de CE1 seraient concernées. On est donc loin d'une généralisation. Et surtout, les effectifs des enseignants ne suivront pas plus que durant l'année 2017-2018. Les syndicats ont en effet calculé qu'il faudrait près de 5 500 postes supplémentaires. Or le gouvernement n'en a prévu que 3 800.

Blanquer enfonce des portes ouvertes sur le bien-fondé des petits effectifs pour faire progresser les enfants. Mais, comme tout ce qui touche aux services publics utiles aux classes populaires, il faut que cela ne coûte rien.

Aline Rétesse

Aide médicale d'État : une remise en question

Jeudi 21 juin, le Sénat a voté la suppression de l'Aide médicale d'État (AME), la couverture maladie destinée aux étrangers en situation irrégulière, en la remplaçant par une Aide médicale d'urgence.

Désormais, seuls seraient pris en charge les soins pour maladies graves ou douleurs aiguës, ainsi que les grossesses et les vaccinations. Conséquence : les hommes et femmes en situation irrégulière ainsi que leurs enfants ne pourraient plus être suivis médicalement.

Cette mesure est passée quasiment inaperçue au milieu d'un déferlement de

déclarations nationalistes et xénophobes. Mais parmi les sans-papiers, par contre, elle fait du bruit.

La mesure ne devrait pas être appliquée pour le moment, car le gouvernement craint qu'elle se traduise par un afflux de ces personnes aux urgences des hôpitaux, déjà surchargées. Cela fait des années que des responsables politiques ressortent périodiquement le coût prétendu prohibitif de l'AME. Il s'agit seulement d'un calcul crapuleux, qui montre à quel niveau ces prétendus responsables raisonnent.

P.S.

Lisez *Lutte de classe*, revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n° 193 (juillet-août 2018) :

- La grève des cheminots et les grandes manœuvres des partis de la bourgeoisie
- La grève des cheminots : premières leçons
- Autonomes et black blocs : une fausse radicalité et une impasse
- Martinique et Guadeloupe : le scandale de l'empoisonnement au chlordécone
- Les Kurdes en Syrie, soumis aux manœuvres des différentes puissances
- Israël-Palestine, entre massacres et colonisation

Prix : 2,50 euros – Envoi contre cinq timbres à 0,80 euro

Lafarge et les djihadistes : pour quelques millions de plus

Le groupe franco-suisse Lafarge SA a été mis en examen le 28 juin pour "complicité de crimes contre l'humanité", "financement d'une entreprise terroriste en vue de commettre un crime", "violation d'un embargo et mise en danger de la vie d'autrui".

Lafarge est suspecté d'avoir apporté son soutien financier à l'organisation État islamique (EI) afin de pouvoir maintenir son activité alors que la région était passée sous contrôle de ce groupe djihadiste. Suite à une plainte déposée par l'ONG Sherpa et onze employés de la cimenterie, une information judiciaire avait été ouverte en juin 2017, entraînant les mises en examen de huit cadres et dirigeants de l'entreprise. Et le montant des sommes versées à l'EI pour obtenir les laissez-passer des travailleurs de l'usine ou leur acheter des matières premières, notamment du pétrole, est aujourd'hui estimé à 13 millions d'euros. Plus de 5 millions de dollars auraient ainsi été versés à des factions locales dont celle d'Abou Bakr Al Baghdadi, à l'origine des attentats meurtriers commis en France ces dernières années.

Le fait que l'entreprise

en tant que personne morale ait été mise en examen a été considéré comme une décision historique des juges. C'est en effet la première fois qu'une entreprise, et non pas seulement ses dirigeants du moment, est poursuivie pour son implication dans des faits considérés par la justice comme des crimes contre l'humanité. Mais cela en dit long sur l'impunité dont bénéficient toutes les autres entreprises qui, comme Lafarge, n'hésitent pas, pour préserver et développer leurs activités et leurs profits, à apporter leur soutien à des dictatures, aussi féroces soient-elles, ou à toutes sortes de bandes armées.

Ainsi Total a obtenu l'exploitation du gisement gazier de Yadana en Birmanie, depuis 1992, pour trente ans. Le groupe pétrolier s'appuie sur la junte militaire au pouvoir qui lui a fourni le travail forcé de dizaines de milliers de

Birmans, pour la sécurisation des infrastructures et la construction du gazoduc acheminant le gaz jusqu'à la Thaïlande. Après une plainte déposée en 2002 par des ouvriers birmans pour séquestration et travail forcé, Total a indemnisé huit plaignants et la justice française a conclu en 2006 à un non-lieu. On peut aussi citer l'exemple de la société pétrolière Shell poursuivie elle aussi pour complicité de crimes contre l'humanité pour des tortures commises dans le delta du Niger entre 1992 et 1995. Mais dans ce cas, la Cour suprême des États-Unis est intervenue en 2013 pour mettre fin à la procédure.

Lafarge n'a pas épuisé tous les recours juridiques et on est donc encore loin d'un procès. En attendant, les actionnaires du cimentier continueront d'encaisser leurs dividendes sans être inquiétés. De même que ceux de toutes les autres grandes entreprises qui ont exactement les mêmes pratiques partout dans le monde sans que les tribunaux y voient grand-chose à redire.

Lena Pigalli



Lusine Lafarge en Syrie.



Gaz : les prix explosent

Le gouvernement a décidé d'augmenter de 7,45 % le tarif du gaz au 1^{er} juillet. C'est la plus forte augmentation depuis six ans. Pour un ménage qui utilise le gaz pour se chauffer, cela représentera une augmentation moyenne de 90 euros par an.

Il s'agit du tarif réglementé par l'État, censé protéger les cinq millions de consommateurs concernés face aux variations des prix du marché. Ce taux avait déjà connu une forte augmentation en janvier, de 6,9%.

En janvier, la hausse était due à l'intégration au tarif de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN), qui va continuer à augmenter fortement jusqu'en 2022. Cette taxe finance en partie le chèque énergie, qui aide les quatre millions de ménages les plus modestes à payer leur facture, en faisant payer ceux qui sont un peu moins pauvres. Cette aide sera d'ailleurs en grande partie amputée par la hausse de tarif de juillet.

La TICGN est aussi composée d'une « taxe carbone », prétendument destinée à

protéger le climat. Mais si elle fait diminuer la consommation d'énergie, c'est avant tout celle de ménages qui ne peuvent pas se chauffer correctement faute d'argent. Cela représenterait, d'après l'observatoire national de la précarité énergétique (ONPE), six millions de personnes.

Cette fois-ci, le gouvernement justifie sa décision par les investissements réalisés pour moderniser le réseau et par la hausse du prix du gaz naturel sur les marchés, dans le contexte de la hausse des produits pétroliers. Cela, alors que la majeure partie du gaz importé bénéficie de contrats à long terme et à prix stable!

La Commission de régulation de l'énergie (CRE) avait proposé une hausse de 6,5%, tout en demandant à Engie de limiter la hausse de ses coûts commerciaux. Le gouvernement, lui, accorde royalement 7,45% d'augmentation à Engie: de quoi l'aider à augmenter encore des bénéfices, qui s'élevaient à 1,4 milliard pour 2017, alors que les dividendes des actionnaires augmentaient de 7,1%.

Hélène Comte

Déchets nucléaires à Bure : les opposants harcelés par la police

Un avocat placé en garde à vue le 20 juin, son cabinet perquisitionné, ses documents, ordinateurs, clés USB et téléphone portable saisis par la police: quelle importante affaire de terrorisme ou de grand banditisme pouvait donc bien justifier ces mesures assez exceptionnelles? Rien d'autre que la vendetta que des pouvoirs publics poursuivent contre les opposants

au projet gouvernemental Cigéo d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure, dans la Meuse.

Quelques jours après une manifestation d'au moins un millier de personnes criant dans les rue de Bar-le-Duc: « Non à la poubelle nucléaire », une dizaine de militants antinucléaires et leur avocat ont été interpellés au cours d'une opération mobilisant 200 policiers

et gendarmes. Ils enquêtaient sur une précédente manifestation, appelée en août 2017 à Bure, où la gendarmerie avait utilisé gaz lacrymogènes, grenades assourdissantes et canons à eau contre quelques centaines de manifestants.

Mais évidemment ce ne sont pas ces agresseurs en uniforme qui sont dans le collimateur des pouvoirs publics, mais des

manifestants et leur avocat maître Ambroselli, qui a été gardé à vue dans le cadre d'une enquête sur cette manifestation.

Il est ressorti libre au bout de 36 heures sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre lui. Quelques jours après, la juge des libertés et de la détention du tribunal de Bar-le-Duc a invalidé la saisie de son matériel.

Le procès-verbal de la saisie devra être détruit et aucune des pièces ne pourra être utilisée par la police ou la justice.

Le gouvernement et les gros intérêts financiers de la filière nucléaire ont le bras long, mais ils ont perdu cette manche et les opposants à Cigéo continuent de se mobiliser.

Lucien Detroit

Sahel: troupes françaises hors d'Afrique !

Le 2 juillet, Macron s'est rendu à Nouakchott en Mauritanie pour rencontrer les chefs d'État africains de la « force G5 Sahel ». Cette force militaire de 5 000 hommes, censée prendre le relais de la présence militaire française dans cette région pour lutter contre le terrorisme islamique, a en effet du mal à se mettre en place.

La France n'est pas près de mettre un terme à son opération Barkhane lancée en 2014. Les États africains constituant le G5 Sahel – la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad – couvrent une zone géographique qui correspond à une des zones d'influence de l'impérialisme français en Afrique depuis plus de cent ans.

En janvier 2013, l'armée française était intervenue au Mali pour stopper l'avancée de troupes djihadistes alliées à des milices autonomistes Touaregs, avancée qui ne rencontrait quasiment aucune résistance. Cinq ans plus tard, l'armée française est toujours sur place.

Depuis plusieurs années, le gouvernement français voudrait mettre en place cette force constituée de soldats africains qui servirait ses intérêts. Son rôle devant être le maintien de l'ordre, bien sûr celui des grandes puissances impérialistes, le gouvernement français cherche aussi à mettre à contribution financièrement les autres puissances impérialistes ou d'autres puissances régionales.

Ainsi, il a réussi à obtenir que l'Union européenne s'engage pour 100 millions d'euros, l'Arabie saoudite pour la même somme, les États-Unis pour 60 millions d'euros et les pays du G5 Sahel pour 10 millions d'euros chacun. Mais, entre les promesses et les dons, il y a une marge. D'après une publication spécialisée sur

l'Afrique et relayée par la presse, pour l'instant seulement 500 000 euros auraient été versés... par le Rwanda. Cette force n'est donc pas près de remplacer les troupes françaises de l'opération Barkhane.

Même si elle n'est constituée que de soldats africains, elle n'en est pas moins une armée d'occupation de plus, opprimant et rackettant les populations locales. Récemment, la mission militaire des Nations unies au Mali a dû reconnaître qu'en mai dernier des soldats maliens de la force internationale avaient exécuté douze civils dans un marché au bétail d'un village du centre du pays pour se venger de la mort d'un des leurs. En même temps, des attentats comme ceux commis les 29 juin et 1^{er} juillet par des groupes djihadistes à l'approche de la rencontre de Macron et des chefs du G5 Sahel frappent d'abord les populations locales. Car, si les troupes françaises ont été visées et ont eu quatre blessés, les sept morts sont des civils maliens.

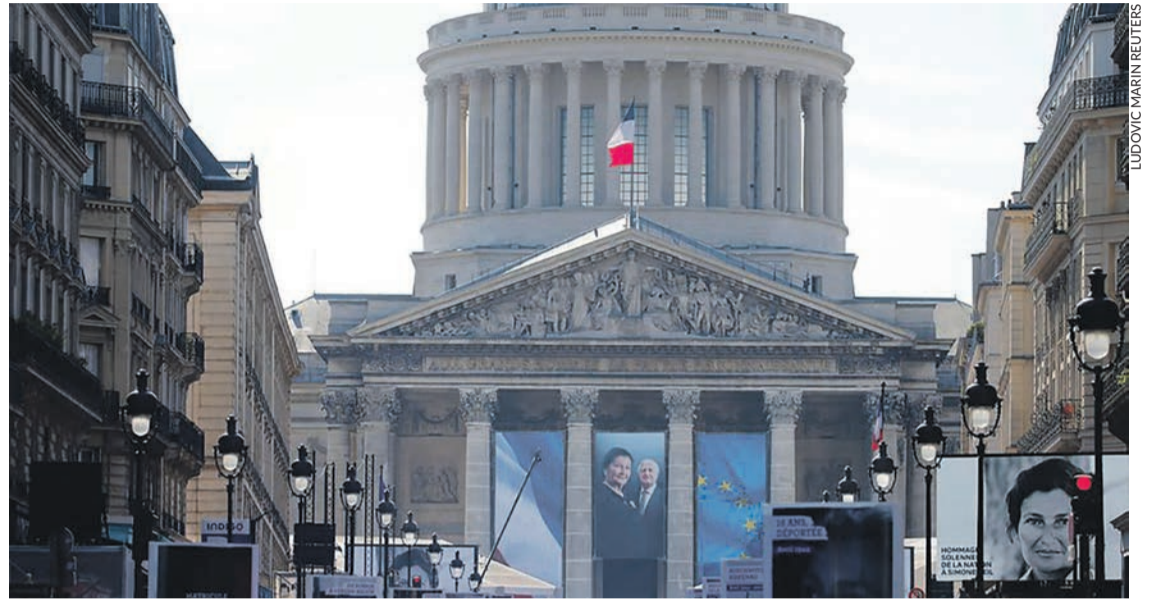
Macron a pris le relais de la politique africaine de Hollande qui lui-même suivait celle de Sarkozy et de ses prédécesseurs. C'est celle de l'impérialisme français, un impérialisme qui veut maintenir son influence pour pouvoir continuer à piller ce continent. Quitte à multiplier les interventions militaires et à soutenir coûte que coûte des dictatures à sa botte.

Pierre Royan



Simone Veil au Panthéon: Macron se met en scène

Dimanche 1^{er} juillet, Simone Veil et son époux sont entrés au Panthéon et Macron a continué à s'élever à lui-même sa propre statue.



Sous le flot de discours, d'émissions, de mises en scène, il s'agissait de montrer le peuple unanime, politiciens compris, derrière son président. Et celui-ci d'annexer la mémoire des camps de la mort, le féminisme, le droit à l'avortement, la réconciliation des peuples européens, rééditant avec la défunte ce que Giscard avait fait avec la ministre.

Dans la France retardataire des années 1970, il avait fallu trouver une femme capable d'imposer la loi sur l'IVG aux parlementaires de droite, et quelques-uns de gauche, confits dans leurs préjugés et leur conformisme. Simone Veil, envoyée en première ligne par Giscard et

Chirac, est alors apparue d'autant plus courageuse que les autres étaient pleutres, grossiers et arriérés.

La même opération a été reconduite pour faire passer l'idée européenne auprès de politiciens ayant basé leur carrière et fait une rente du discours nationaliste le plus étroit, et auprès d'électeurs habitués à les entendre. Simone Veil, par son histoire, symbolisait ce qui pouvait rendre l'Union européenne souhaitable, c'est-à-dire le refus de la guerre par une voix ô combien autorisée. Par ses choix politiques et sociaux, elle représentait également la limite, voire l'impossibilité de cette construction, pensée en fonction des seuls

besoins du grand capital.

Aujourd'hui, Macron utilise l'image de Simone Veil pour tenter de redorer la sienne. Il faut dire que les défenseurs de l'ordre bourgeois dont on peut faire des icônes sans trop travestir les faits ne sont pas légion. On voit mal Macron proposer de transférer au Panthéon les dépouilles de Charles Pasqua ou François Mitterrand. Et pour disposer des modèles de morale républicaine que sont les Chirac, Giscard, Balkany et autres Cahuzac, il faudrait attendre non seulement qu'ils soient morts mais que leurs passages aux responsabilités soient vraiment complètement oubliés.

Paul Galois

De Le Pen à Macron: surenchère raciste

Le 3 juillet Nicolas Bay, un dirigeant du RN, le parti de Marine Le Pen, a déversé à la radio ses idées crasseuses dénonçant l'afflux de prétendus « millions » de migrants qui devraient, selon lui, être reconduits dans les pays d'où ils partent, accusant les ONG de « complicité » avec les passeurs.

Nicolas Bay n'est pas le seul à tenir de tels propos. On peut même dire que les politiciens se bousculent pour renchérir sur le même thème réactionnaire.

Le président des Républicains (LR) Laurent Wauquiez prône également, comme l'eurodéputé RN, de « reconduire systématiquement dans leurs ports de départ les embarcations de migrants ». Quant à Macron, n'a-t-il pas déclaré le 26 juin: « Au nom de l'humanitaire, cela veut dire qu'il n'y a plus aucun contrôle. À la fin, on fait le

jeu des passeurs en réduisant le coût du passage. » Le Conseil européen des 28 et 29 juin est allé dans le même sens, et l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes, prolongement de l'agence Frontex du contrôle et de la gestion des frontières extérieures de l'espace Schengen, a également mis en cause certaines ONG. Elles sont accusées de provoquer un appel d'air parmi les migrants massés dans le nord de l'Afrique, et même d'être en contact avec les passeurs pour diriger les flux vers des secteurs

maritimes moins contrôlés.

Cette campagne contre les ONG, et surtout, à travers elles, contre les migrants, fait de ceux-ci des boucs émissaires. « Commençons par nous occuper de nos pauvres avant de nous occuper de ceux des autres, ce n'est pas à la France de supporter le malheur des autres. » a déclaré le 29 juin le sénateur RN candidat à la mairie de Marseille, Stéphane Ravier, comme si les migrants étaient un obstacle à ce que des mesures soient prises en faveur des plus pauvres.

Ce lieu commun vise à tenter de détourner la colère de la population des vrais responsables de la misère et du chômage. Cette propagande de bas étage voudrait entraîner les travailleurs dans un piège.

Aline Rétesse

Allemagne : le chaos politique gagne

Après l'accord du sommet européen sur les migrants, le 29 juin, la classe politique allemande avait poussé un ouf de soulagement : in extremis, le gouvernement conservateurs - sociaux-démocrates d'Angela Merkel semblait sauvé.

Las, le dimanche 1^{er} juillet, Horst Seehofer, ministre de l'Intérieur et chef du très conservateur parti bavarois CSU, annonçait démissionner des deux fonctions.

L'accord européen sur les migrants n'allait pas assez loin à son goût. Dans la nuit, Seehofer se faisait moins catégorique et la démission devenait chantage : il faisait exploser la coalition gouvernementale... sauf si la chancelière acceptait de nouveaux durcissements de la politique migratoire. Et une fois de plus, il obtenait des reculs significatifs sur les droits des migrants.

Depuis la percée de l'extrême droite lors des élections législatives de septembre 2017, où l'AfD, Alternative für Deutschland, a obtenu 12,6% des suffrages, une instabilité politique inconnue dans l'Allemagne d'après-guerre a gagné le pays. Au terme de tractations laborieuses, les partis ont mis six mois à former une quatrième coalition gouvernementale sous la direction d'Angela Merkel. Et depuis l'entrée en fonction, au mois de mars, de ce gouvernement CDU-CSU et SPD (centre-droit, conservateurs bavarois et sociaux-démocrates), l'instabilité se manifeste de plus belle. C'est la CSU et son président, Horst Seehofer, qui l'alimentent, multipliant les exigences orientées vers un durcissement envers les migrants.

Surenchère contre les migrants

La CSU avait déjà largement droitisé son discours pendant la campagne des législatives, flirtant avec l'extrême droite. Or l'AfD a fait ses percées les plus spectaculaires sur les terres traditionnelles de la CSU, dans certaines régions de Bavière. Depuis lors, cette dernière prend un cours toujours plus réactionnaire. Elle instrumentalise les migrants pour des raisons basement opportunistes : la CSU est en campagne pour les élections régionales d'octobre 2018. Il n'est pas question pour elle de perdre la majorité absolue en Bavière, Land qu'elle gouverne sans discontinuer depuis 1958!

Dans sa surenchère, la CSU a d'abord exigé de fixer à 200 000 par an le nombre de réfugiés admis, puis le rétablissement de contrôles aux frontières. Et le dernier conflit a éclaté lorsque la chancelière a bloqué son projet sur le refoulement des migrants. L'objectif déclaré de Seehofer était que les accords de Dublin soient appliqués dans leur forme la plus dure pour renvoyer les demandeurs d'asile dans le premier pays d'arrivée ou celui où leur demande a déjà été traitée. Pire, Seehofer s'est mis à revendiquer que ces migrants ne soient plus admis sur le territoire pour l'examen de leur situation, mais retenus à la frontière.

Provocateur, il a proclamé

RALF HIRSCHBERGER-DPA



Seehofer et Merkel.

qu'il prendrait ces mesures y compris de manière unilatérale, sans l'accord des pays de l'UE concernés. C'est abject vis-à-vis des réfugiés et lourd de danger pour ce qu'il reste de cohésion européenne, ce que fait valoir Angela Merkel, parlant d'un possible effet domino. Mais elle a beau ne pas céder sur certains symboles, il reste que pour sauver son gouvernement elle durcit la politique migratoire du pays, étape par étape.

Depuis le nouvel ultimatum de Seehofer, menaçant de faire exploser la coalition gouvernementale, CDU et CSU se sont mises d'accord pour l'ouverture de centres de transit à la frontière avec l'Autriche. Une fois leurs dossiers examinés, les migrants seront renvoyés dans les pays de l'UE d'où ils viennent - à condition que ceux-ci veuillent bien les accepter. Ce serait un nouveau coup dur pour les migrants qui gardaient l'espoir d'être accueillis un peu moins mal en Allemagne, les pays voisins, dont la France, les traitant encore plus mal.

Les plus réactionnaires gagnent du terrain

En Allemagne, l'apparente stabilité des institutions politiques semble disparue. Chaque fois qu'une crise semble conjurée, une nouvelle éclate, la CDU cède sous la pression de la CSU et accepte de nouveaux reculs pour les droits des migrants. Et à chaque fois qu'elle cède, la chancelière est affaiblie et moins en mesure de résister à la prochaine charge. Elle garde le soutien d'une grande partie du gouvernement et de la gauche. Mais une fraction de la base de son parti l'accuse de trahison au conservatisme et est attirée par la CSU, tandis qu'une partie de la CSU l'est par l'AfD. Quant aux sociaux-démocrates du SPD, ils sont pour ainsi dire inexistants. La situation est donc grosse de recompositions politiques et la crise gouvernementale ne s'arrêtera pas là.

Le grand patronat, qui pour ses affaires a besoin de stabilité et du maintien de

l'Union européenne, soutient démonstrativement Merkel, dans sa politique d'asile comme dans ses tentatives de trouver des solutions à l'échelle européenne. Mais la crise s'aggrave, et aucune solution ne peut venir de ces gens-là.

Des hommes politiques comme Seehofer ou le ministre-président de Bavière, Markus Söder (CSU), ou encore les dirigeants de l'AfD, alimentent les préjugés et les peurs en employant un vocabulaire guerrier sur « l'envahissement » ou les « hordes de migrants », que l'on ne connaît que trop bien en Italie, ou en France. Le nombre de réfugiés arrivant en Europe s'est effondré depuis deux ans et l'accueil des migrants n'est pas un problème difficile à régler. Tous les politiciens le savent, mais pour servir leur carrière, ils sont prêts à raconter n'importe quoi et à semer les idées les plus abjectes et les plus nuisibles.

Alice Morgen

Autriche : contre la journée de travail de 12 heures

À l'appel de la confédération syndicale autrichienne ÖGB, entre 80 000 et 100 000 personnes - ce qui est un succès dans un petit pays de seulement 8,7 millions d'habitants - ont manifesté à Vienne le samedi 30 juin contre le projet gouvernemental de réforme du temps de travail.

Le gouvernement de droite et d'extrême droite, qui dirige le pays depuis décembre, veut en effet donner aux patrons la possibilité de faire travailler leurs salariés 12 heures par jour et 60 heures hebdomadaires, alors que la limite actuelle est de 10 heures par jour et

de 50 heures. En réalité la possibilité de faire travailler 12 heures existe déjà mais elle est encadrée : il faut pour cela un accord d'entreprise et un avis médical. C'est cela qui doit disparaître.

Bien sûr le gouvernement parle de volontariat, mais comment un travailleur, en

particulier dans une petite entreprise, pourra-t-il refuser sans risquer une sanction voire un licenciement, si son patron le lui demande ? Et puis de nombreux experts médicaux expliquent que de tels horaires, même sur une durée limitée, sont néfastes pour la santé. Cette mesure est d'autant plus scandaleuse que le temps de travail en Autriche est déjà un des plus élevés en Europe, juste après la Grande-Bretagne et Chypre, avec de très nombreuses heures

supplémentaires.

Depuis son entrée en fonction, le gouvernement a multiplié les mesures contre les migrants, prétendant pour protéger les « Autrichiens ». Mais il a aussi un vaste plan d'attaques contre le monde du travail concernant l'âge de la retraite, le montant des allocations de chômage... C'est mi-juin, quelques heures seulement après la clôture du congrès du syndicat, qu'il a annoncé vouloir faire voter, le 4 juillet, la loi sur le temps de

travail, espérant faire passer son sale coup facilement en pleine période estivale.

Habitué depuis des décennies au « partenariat social », le syndicat ÖGB, qui était resté l'arme au pied depuis des mois alors que tous les projets gouvernementaux étaient connus, s'est senti floué de ne pas avoir été invité à négocier et a adopté un ton plus combatif. Mais il a aussi été sensible à la colère qui s'est exprimée dans le monde du travail, dans les discussions, par des

Sommet de l'Union européenne : tous d'accord contre les migrants

« C'est la coopération européenne qui l'a emporté » a annoncé Macron après l'accord signé par les dirigeants européens à l'issue du sommet de Bruxelles des 28 et 29 juin.

Celui-ci était convoqué suite au refus du gouvernement italien d'accueillir de nouveaux réfugiés et après que plusieurs navires transportant des centaines de migrants ont dû errer des jours en Méditerranée suite au refus de plusieurs gouvernements européens de les laisser accoster.

Cet accord propose la création de camps en dehors de l'Union européenne (UE), baptisés « plateformes de débarquement », où pourraient être regroupés les migrants arrêtés sur la route de l'Europe. Ceux qui seraient parvenus à gagner un pays de l'UE seraient enfermés dans des « centres contrôlés » destinés à faire le tri entre ceux qui pourront prétendre à demander l'asile et les autres. C'est une nouvelle version des « hot spots », ces camps d'enregistrement des migrants que l'Union européenne a fait installer en Grèce et en Italie ces dernières années.

Mais, pour le moment, la création de tels camps en dehors de l'UE reste bien improbable car encore faudrait-il que des pays soient volontaires pour les accueillir. Aucun pays africain ne s'est proposé, le Maroc, la Tunisie et la Libye ayant eux déjà refusé. Dans les Balkans, l'Albanie qui était l'un des pays pressentis a opposé le même refus catégorique. Dans l'UE, l'accord prévoit que les « centres contrôlés » soient établis « uniquement sur une base volontaire ». Or si

l'Italie n'est pas volontaire, ce qui était prévisible, la France ne l'est pas davantage.

L'Italie réclamait une réforme du règlement de Dublin qui stipule que seul le pays d'arrivée d'un réfugié peut prendre en charge sa demande d'asile. Cette revendication a été acceptée mais aucune date n'a été fixée, la Hongrie, la Pologne, et même la France s'opposant à cette révision.

Les chefs d'État européens ne sont donc d'accord que sur une chose : continuer leur politique inhumaine consistant à empêcher par tous les moyens des hommes, des femmes et des enfants

de venir vivre en Europe. Et ce, alors que l'arrivée de réfugiés aurait baissé de 95 % depuis octobre 2015 et que, même alors, leur accueil et leur installation n'auraient posé aucun problème dans un ensemble de 500 millions d'habitants.

Dans cette surenchère de cynisme et d'hypocrisie, la

palme revient sans doute à Macron qui se félicite que « toutes les solutions (...), soit de repli national, soit de trahison de nos principes qui consistaient à repousser les uns ou les autres dans des pays tiers, ont été explicitement écartées » alors que c'est lui qui a proposé la création des nouveaux camps et que

le gouvernement français continue la chasse aux réfugiés sur son sol.

La « crise migratoire », comme l'appellent les politiciens de tout bord et de toutes nationalités, sert ici de catalyseur aux divergences entre États européens et de prétexte à tous les démagogues pour parvenir et se maintenir au pouvoir. De ce fait, elle menace de faire éclater l'Union européenne qui n'a mis fin ni aux conflits d'intérêts ni aux rivalités entre les États la constituant. Les dirigeants européens sont cette fois-ci encore parvenus à trouver un semblant d'accord... jusqu'à la prochaine crise. Quant au sort des migrants qui continuent à mourir en Méditerranée, c'est le cadet des soucis de tous ces gens-là.

Jacques Le Gall



STEFANO ROLLANDINI/REUTERS

Morts en Méditerranée : Macron et Salvini responsables

Tous les jours des dizaines, peut-être des centaines de migrants qui tentent le passage entre la Libye et l'Italie, meurent noyés. L'ONG SOS-Méditerranée donne le chiffre de 14 000 disparus pour 30 000 sauvés depuis que cet exode a commencé, il a quatre ans.

Les derniers naufrages se sont encore soldés par 63 morts le 1^{er} juillet, puis 114 dans la soirée du 2 juillet. Ils se sont déroulés sous les yeux même des politiciens européens réunis pour traiter de cette question. Les chefs d'État et Premiers ministres n'auraient pas fait pire en jetant directement hommes, femmes et enfants à la mer !

Désormais les navires des ONG qui sauvaient les migrants en mer sont écartés à l'initiative de l'Italie qui, les accusant de « faire du business », leur a fermé ses ports. L'Europe s'en remet maintenant aux garde-côtes libyens pour faire la chasse aux embarcations des migrants, y compris dans les eaux internationales et, théoriquement,

les reconduire de force en Libye. Lorsqu'ils échappent à la noyade, ces migrants se retrouvent au point de départ et aux mains des mafias qui font la loi sur cette côte. S'ils peuvent payer, ils retentent l'aventure dans les mêmes conditions. S'ils ne le peuvent pas, que deviennent-ils ?

L'Italie et Malte ferment leurs ports, la France ne les ouvre pas et tous accusent les ONG, refusent les autorisations nécessaires à leurs opérations quand ils ne séquestrent pas leurs navires. Pendant que l'*Aquarius* ou d'autres bâtiments attendent en pleine mer,

parcourent des milliers de milles pour trouver un port ouvert ou sont bloqués au mouillage, des malheureux se noient ou sont livrés aux garde-côtes libyens.

Le ministre italien et dirigeant d'extrême droite Salvini se réjouit, en voyant là un résultat de son action. Macron, qui pose au défenseur des droits humains et de la civilisation européenne, fait mine de déplorer son attitude. Mais ils sont tous les deux responsables au même titre de la tragédie qui se déroule en Méditerranée.

Paul Galois

pétitions et des assemblées du personnel. Certaines de celles-ci se sont transformées de fait, comme au chemin de fer, en débrayages d'avertissement. Ainsi, en moins de deux semaines, le syndicat s'est mobilisé pour organiser la manifestation du 30 juin.

Au lendemain de celle-ci, le chancelier Kurz a déclaré qu'il resterait inflexible et il y a, bien sûr, toutes les chances que la loi soit votée par le Parlement. De son côté, l'ÖGB parle d'empêcher, ou de limiter, son application dans le cadre des conventions

collectives annuelles à venir. En Autriche, le calme social règne depuis trop longtemps, avec 60 fois moins de journées de grèves qu'en France, et même quatre fois moins qu'en Allemagne sur la période 2007-2016. Mais la manifestation du 30 juin et le mécontentement ouvrier qu'elle exprime montrent que la démagogie nationaliste et anti-immigrants du gouvernement de la droite et de l'extrême droite ne suffit pas à faire oublier ses attaques.

Henri Marnier



KONTRASTAT

Contre les 12 heures par jour.

Mexique: le candidat de gauche élu à la présidentielle

89 millions de Mexicains votaient le 1^{er} juillet pour élire le président de la République, mais aussi les députés, gouverneurs et maires. Pour la première fois, c'est un candidat de gauche qui a remporté la présidentielle. Andrés Manuel Lopez Obrador, appelé familièrement Amlo, a obtenu 53 % des voix.

Amlo bat le candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), parti du président sortant Enrique Peña Nieto, qui ne fait que 16 % des voix, et la coalition du Parti d'action nationale (PAN) et du Parti de la révolution démocratique (PRD), et ses 22 % de voix. Le PRI a été longtemps le parti unique de la bourgeoisie, de 1929 à 2000, avant de céder la place pendant deux mandats au PAN, autre parti bourgeois.

PRI et PAN sont aujourd'hui très discrédités et le PRD, issu du PRI, n'est pas mieux loti depuis l'assassinat de 43 étudiants à Ayala, dans le Guerrero. Les élus locaux membres du PRD avaient fait appel à la police et à un cartel local de

la drogue pour faire disparaître ces étudiants qui les contestaient; l'affaire a aussi discrédité le président du PRI, du fait de son inertie.

Ce discrédit a bénéficié à Amlo, même le patronat prenant des distances avec son parti naturel, le PRI. Contrairement aux précédents scrutins, la corruption et les achats de vote n'ont pas empêché l'élection de Lopez Obrador. Celui-ci a acquis une partie de son crédit comme maire de Mexico de 2000 à 2005 où il a mené une politique sociale appréciée sur l'éducation et la santé publique. Une femme de son parti, le Mouvement pour la renaissance nationale (Morena), Claude Sheinbaum, vient aussi de chasser le PRD du siège de

gouverneur de Mexico qu'il occupait depuis vingt ans.

Amlo a fait campagne contre la corruption, le crime organisé et les inégalités, des sujets brûlants dans un Mexique gangrené par la corruption des politiciens, des policiers et de l'armée. Les neuf cartels de la drogue qui dominent le pays sont intervenus à leur manière, éliminant physiquement 145 hommes politiques dont 48 candidats qui ne leur convenaient pas. Jamais une campagne électorale n'a été aussi meurtrière. Ce qu'on appelle «la guerre à la drogue», une guerre civile qui ne dit pas son nom, a tué quelque 300 000 personnes depuis douze ans et fait plus de 25 000 morts l'an dernier. On dénombre aussi 34 000 disparus. Cette «guerre» n'a pas empêché les cartels d'étendre leurs activités à des pans entiers de l'économie. Ils l'ont fait à leur manière par le vol d'hydrocarbures à la raffinerie



Andrés Manuel Lopez Obrador en meeting.

Pemex ou celui de récoltes entières d'avocats, un produit phare de l'agriculture mexicaine.

Le succès de Lopez Obrador soulève de l'espoir. Mais il pourrait aussi devenir cause de désillusion. Rien ne dit qu'il pourra mener une politique sociale semblable à celle qu'il a menée à la mairie de Mexico. S'étant affiché catholique, il devrait s'appuyer sur l'Église, et sans doute s'opposer au droit à l'avortement. Il s'est dit «ni chaviste, ni trumpiste», mais cela n'éclaire pas vraiment la politique que mènera le nouveau président vis-à-vis des multinationales américaines, ni même des cartels de la

drogue.

Les travailleurs qui espèrent un véritable changement devront donc compter d'abord sur leurs propres luttes. Beaucoup le font déjà. Dans le Guerrero, par exemple, des habitants ont mis sur pied leur propre police pour échapper aux exactions de la police officielle; des paysans producteurs d'avocats se sont armés pour protéger leurs récoltes des vols des cartels. Le nouveau président ne prendra ses fonctions que dans cinq mois. On pourra alors mesurer si, comme ses prédécesseurs, il reste impuissant face aux bandes armées qui ravagent le Mexique.

Jacques Fontenoy

Iran: l'embargo américain aggrave la crise économique

Les 25 et 26 juin, des milliers de commerçants du grand Bazar de Téhéran ont manifesté contre la hausse spectaculaire des prix et l'effondrement de la monnaie, le rial, qui a perdu la moitié de sa valeur en six mois. Des manifestations similaires ont eu lieu dans plusieurs villes de province. Le 30 juin, dans le Khouzestan, des manifestations dénonçant la pollution de l'eau ont été violemment réprimées.

La vie chère, l'inflation, les pénuries ou les salaires non payés frappent en premier lieu les classes populaires. Cela a été l'une des causes des révoltes qui ont secoué le pays fin décembre et début janvier. Mais la décision de Trump de dénoncer l'accord sur le nucléaire et de réactiver l'embargo contre l'Iran a aggravé la crise économique. Les annonces d'entreprises étrangères, comme PSA ou Total, de se retirer du marché iranien, les menaces de rétorsion américaines envers les pays qui continueraient à acheter le pétrole iranien, servent de prétexte aux spéculateurs, nationaux ou internationaux, pour attaquer le rial.

Face à des hausses de prix spectaculaires, les magasins sont de plus en plus désertés par la population... à l'exception des bijouteries où ceux qui ont quelques

économies viennent les convertir en or. Le porte-parole du conseil d'administration du Bazar de Téhéran a protesté «contre le taux de change élevé et la fluctuation des devises étrangères» qui empêcheraient les commerçants d'anticiper leurs achats et contre l'inaction du pouvoir accusé de ne pas soutenir la monnaie en vendant des devises étrangères. Il dénonçait aussi «le blocage des marchandises à la douane et le manque de critères clairs pour le dédouanement». C'est une façon de viser les Pasdaran, les gardiens de la révolution, ou les ayatollahs et leur progéniture qui ont le quasi-monopole des importations et organisent délibérément la pénurie pour faire monter les prix.

Une telle déclaration du chef du Grand Bazar, une institution qui a soutenu le régime dès son accès au

pouvoir, traduit la rivalité entre les privilégiés du pays pour contrôler le commerce. Il n'empêche que la haine du régime, exprimée par les travailleurs depuis janvier, semble s'étendre à la petite bourgeoisie frappée elle aussi par la crise économique. Dans la rue, des petits commerçants scandaient «Mort au dictateur» en visant Khamenei, le guide suprême, mais aussi «Quittez la Syrie» ou «Non à Gaza, non au Liban» pour dénoncer le budget englouti dans les opérations militaires du régime au Moyen-Orient.

L'incurie du régime islamique, la corruption et le mépris pour la population sont aussi à l'origine de manifestations contre la pollution de l'eau. Dans plusieurs régions du pays, le détournement à grande échelle des cours d'eau par des entreprises publiques ou des mafias liées aux ayatollahs a provoqué la désertification et la ruine des petits paysans. Dans le Khouzestan, l'eau distribuée au robinet n'est plus potable. Elle est parfois salée ou provoque des empoisonnements.

Plus d'une centaine d'habitants ont dû être hospitalisés récemment. À Khorramshahr et Abadan, deux

villes de cette région, la colère a éclaté à la mi-juin, des manifestants s'en prenant à des bâtiments officiels. Le 29 juin, ils ont empêché l'accès à la prière du vendredi au cri de: «Ils nous volent l'eau au nom de la religion.» La réponse du régime a été la répression policière.

La répression, si féroce soit-elle, n'arrêtera pas la catastrophe sociale et économique aggravée par l'embargo américain. Elle ne semble pas non plus arrêter les classes populaires dans leur refus d'en supporter les conséquences.

Xavier Lachau



Les voleurs d'eau: "Abadan, Khorramshahr, le Khouzestan n'ont pas d'eau, mais le mollah n'a pas honte".

La détermination est toujours là

« On est là, on est là, même si vous ne le voulez pas, nous, on est là »... ce refrain, les cheminots l'ont scandé à tue-tête dans les manifestations interprofessionnelles du 28 juin, narguant tous les politiciens et journalistes qui misaient sur leur démoralisation. D'après la CGT, 10 000 cheminots ont manifesté ce jour-là dans le pays. Ainsi à Paris, plus de 1 200 cheminots étaient présents dans un cortège de tête dynamique. Autant dire que les cheminots ne rendent pas les armes.

La grève reste forte

Le 28 juin, dernier jour du calendrier initial de l'intersyndicale, la participation à la grève restait à un niveau important : 17,7 % à l'exécution, 36,2 % chez les conducteurs et 34,2 % chez les contrôleurs, d'après les chiffres de la direction, alors que c'était le 36^e jour de grève.

Les assemblées générales, même peu fournies, ont souvent voté la grève pour les 6 et 7 juillet, à l'appel de la CGT et de Sud-Rail, la CFDT et l'UNSA s'étant retirés du mouvement.

Nombre de cheminots veulent « maintenir les braises » en organisant des actions cet été, en vue de la rentrée. Mais les discussions et les assemblées sont aussi l'occasion de tirer un premier bilan de la grève. Les cheminots s'interrogent sur la force du mouvement, mais aussi ses faiblesses et les raisons pour lesquelles il n'a pas fait reculer le gouvernement.

Il y a d'un côté la fierté d'avoir participé à un des plus importants mouvements de grève à la SNCF, par le nombre de grévistes qu'il a entraînés et par sa durée. Les cheminots ont en effet, sans aucun corporatisme, montré à tous qu'il est possible de relever la tête, de s'organiser et de faire grève pour défendre ses droits et sa dignité de travailleur. Et cela comptera pour l'avenir.

Mais il y a aussi la déception, en particulier de ceux qui avaient cru au discours de l'intersyndicale, prétendant que l'on pouvait gagner en économisant ses forces, grâce au procédé innovant de la grève dite perlée, de deux jours sur cinq, censée, comme la grille de Loto, ne pas coûter cher et rapporter gros. Ce procédé permet peut-être de durer, mais pas de vaincre. Car pour l'emporter, il faut se

faire vraiment craindre, non seulement du gouvernement, mais de la bourgeoisie. Il faut donc mobiliser au maximum l'énergie des grévistes et s'appuyer sur la dynamique d'un mouvement, sur les secteurs les plus mobilisés afin de chercher à entraîner les autres, à propager la grève et mettre le feu à la prairie.

Des leçons à tirer

Or, qu'elle ait été possible ou non, l'intersyndicale n'avait pas la volonté de déclencher une telle dynamique. Ce n'est pas surprenant, c'est au contraire dans l'ADN des directions syndicales : elles souhaitent défendre leurs intérêts d'appareil, être reconnues comme interlocuteurs par le patronat et le gouvernement afin de garantir leurs moyens d'existence. Dès lors, loin d'être un moyen de vérifier pas à pas l'état de mobilisation pour chercher à l'approfondir, le calendrier de grève avait comme objectif d'accompagner celui des négociations avec le gouvernement.

Le poids et l'influence de la CGT à la SNCF lui ont permis d'assumer la direction du mouvement. Les autres syndicats l'ont de fait suivie, la CFDT et l'UNSA bien malgré elles en raison du mépris affiché du gouvernement à leur égard. Mais c'était aussi le cas de Sud-Rail, qui a tout autant joué le jeu de ces fausses négociations et tenait à rester dans le cadre de l'intersyndicale. Ainsi dès le 23 mars, ces quatre fédérations réclamaient, non pas le retrait du pacte ferroviaire, mais l'ouverture de négociations sur la base de huit points comme la reprise de la dette, la relance du ferroviaire etc.

La principale limite du mouvement a été ce cadre soigneusement fixé par les organisations syndicales, que les cheminots n'ont pas



débordé. La grève est devenue pour beaucoup une grève à la carte, elle-même marquée par une disproportion entre le nombre de grévistes et celui des participants aux assemblées et aux piquets : beaucoup de cheminots faisaient grève chez eux, hormis quelques temps forts. Pour gagner, il faudra qu'à l'avenir, les grévistes participent activement à leur grève et ne s'en

remettent pas aux seules intersyndicales pour assurer leur unité. L'élection de comités de grève, la mise en place d'une direction démocratique de la grève chargée de mettre en œuvre les décisions des assemblées, seront indispensables.

Tous les cheminots savent que cette lutte n'est qu'un début, car la direction de la SNCF et le patronat du secteur ferroviaire

vont devoir leur imposer dans la pratique la régression prévue dans le pacte ferroviaire. Et vu la haine croissante que suscite la politique antiouvrière du gouvernement, l'extension de la riposte à d'autres secteurs du monde du travail, que souhaitent ardemment les cheminots, sera peut-être possible. C'est en tout cas ce qu'il faudra viser.

Christian Bernac

Paris : c'est notre manif !

À Paris, le 28 juin, un cortège dynamique de 600 cheminots de différents secteurs a pris la tête de la manifestation interprofessionnelle regroupant plusieurs milliers de personnes, scandant slogans et chansons de leur grève, derrière les banderoles de leurs ateliers et gares.

Mais à quelques centaines de mètres de la Place de la Bastille, quelques dizaines de manifestants

« black blocs » ont, suivant leur mode opératoire, pénétré ce cortège. Une fois masqués et sans se soucier de l'opinion des manifestants, ils se sont placés en tête et ont cherché l'affrontement avec les CRS. Ceux-ci, sautant sur l'occasion, ont tenté de couper le cortège cheminot du restant du défilé, avec le risque de créer une nasse et de casser la manifestation.

Des cheminots ont alors déployé sur la largeur une

banderoles et demandé fermement aux manifestants cagoulés d'ôter leur masque et d'intégrer le cortège, ou bien de le quitter. Plusieurs ont choisi de retirer leur cagoule affirmant « être du côté des cheminots ». Cela a mis fin à l'incident et les grévistes ont pu se réapproprier leur manifestation et faire entendre jusqu'au bout leur colère et leur rejet des plans gouvernementaux.

Strasbourg : l'empire contre-attaque

Sur plusieurs chantiers de la gare de Strasbourg, la direction débute ce qu'on pourrait appeler « une reprise en main » de ses effectifs suite aux grèves. Des menaces circulent concernant des sanctions qui seraient appliquées aux contrôleurs qui n'auraient pas contrôlé pendant les grèves. Au technicentre de Bischheim, les demandes d'explication se multiplient et des réunions sont organisées pour

planifier le rattrapage du retard engendré par la grève.

La direction veut aussi supprimer la pause casse-croûte pour une partie de l'effectif. Elle n'a pas non plus hésité à retenir des jours de repos sur les fiches de paie de certains grévistes, et ce malgré la décision contraire de la justice.

La direction a sans doute oublié que, durant les trois mois de mouvement,

les cheminots ont appris à se battre collectivement et qu'ils sont prêts à lui répondre. D'ailleurs les tournées pour s'adresser aux autres cheminots continuent.

Beaucoup expriment leur fierté d'avoir contesté les choix de la direction et du gouvernement, et réfléchissent aux formes de contestation qu'il faudra maintenir pendant l'été.

Correspondant LO

Psychiatrie hospitalière - Paris : non au vol de jours de repos

La direction du futur GHU (groupement hospitalier universitaire) dédié à la santé mentale, sous prétexte d'harmonisation entre les trois établissements publics parisiens, Sainte-Anne, Perray-Vaucluse et Maison-Blanche, veut réduire le temps de travail journalier en fait aux dépens des agents.

Aujourd'hui, cet horaire est généralement de 7h36, mais la direction voudrait imposer 7h30 pour les titulaires et 7h pour les contractuels, de façon que les titulaires perdent trois RTT et les contractuels n'en aient plus aucune. Et dans sa volonté de faire venir au travail plus souvent, elle cible aussi d'autres jours de repos ou de congé.

L'objectif de la direction est ainsi de faire des économies sur les emplois. Or actuellement à Sainte-Anne, 80 postes ne sont pas pourvus. Le personnel dénonce déjà des conditions de travail et de soins dégradées, et sans personnel en plus, ce sera de pire en pire.

Dans les services de soins, il faut déjà déborder

l'horaire pour transmettre les informations sur les patients à l'équipe suivante. Dans les bureaux ou les ateliers, il devient impossible de tenir les délais prévus.

Pour enrober son attaque, la direction a fixé un calendrier de prétendues négociations avec les syndicats commencées le 15 juin et arrêtées le 29 juin.

Ceux-ci ont appelé tout le personnel à des assemblées générales ces jours-là. Dès la première, une centaine de personnes se sont retrouvées, exprimant notamment leur solidarité avec les contractuels pour qu'ils ne perdent pas leurs RTT. La direction a aussitôt proposé de retirer ce point, à condition que le reste soit accepté. L'affluence aux AG suivantes



Banderoles de Maison-Blanche.

a augmenté jusqu'à dépasser 250 participants. Elles se transformaient en manifestation dans l'enceinte de Sainte-Anne jusqu'au lieu de rendez-vous avec la direction.

Il y a beaucoup de jeunes dans les AG. Ils constatent la dégradation mois après mois, le manque d'effectif qui entraîne souvent un fonctionnement absurde. Et puis, beaucoup trouvent qu'ils sont mal payés, avec

un salaire qui permet difficilement de se loger en région parisienne.

C'est un mécontentement général : « Plus on en fait, plus on nous en demande. Il faut toujours faire plus avec moins. Cette réorganisation du temps de travail, c'est sans fin », disent tous les agents.

Dans les rassemblements, il est inhabituel de voir autant de cadres. Malgré la tentative de la direction de

créer un clivage, beaucoup regardent d'un bon œil ce début de mobilisation. Ils se sentent sans doute également menacés par la fusion des trois hôpitaux et sont soucieux de ne pas se couper davantage de leurs équipes. Mais ce qui fait l'unanimité est l'exigence que les horaires actuels soient maintenus pour tous les agents et qu'aucun jour de repos ne soit supprimé.

Correspondant LO

Maternité de Guingamp : non à la fermeture

Samedi 30 juin, plusieurs milliers de manifestants défilaient dans les rues de Guingamp, dans les Côtes-d'Armor, pour garder leur maternité menacée de fermeture par l'Agence régionale de santé, l'ARS.

Les manifestants soulignaient que plus de 500 enfants sont nés en 2017 dans cette maternité et qu'il serait vraiment stupide de fermer un établissement que l'on vient de rénover. Des manifestations avaient déjà eu lieu et, lors du passage de Macron dans la région, les autorités avaient affirmé que le projet de fermeture était suspendu. Les

manifestants n'accordaient aucune confiance à ces promesses et ils n'ont pas eu à attendre longtemps pour comprendre qu'on essayait de les lanterner.

Le responsable de l'ARS a confirmé la fermeture pour janvier 2019, justifiée avec les mauvais arguments habituels : il y a d'autres maternités à 45 minutes tout au plus de Guingamp, celle de Guingamp ne travaille pas assez, les autres services de l'hôpital ne sont pas menacés...

Si ce monsieur était là pour autre chose que pour justifier les économies indéfendables faites sur la

santé publique, il saurait que 45 minutes peuvent être très longues certains jours. Il n'aurait eu qu'à ouvrir le journal pour apprendre que, la veille de la manifestation, une petite fille était née dans la voiture de ses parents, arrêtée au rond-point de la maternité de Guingamp, après dix minutes de trajet. La sage-femme n'a eu que quelques mètres à faire pour venir la chercher. Cela aurait été beaucoup plus compliqué sur le bas-côté de la route de Lannion ou de Saint-Brieuc...

P. G.

Hôpital de Pau : cri de colère

Une centaine d'aides-soignantes et infirmières du centre Jean Vignalou de l'hôpital de Pau, spécialisé en gériatrie, se sont retrouvées jeudi 28 juin pour protester contre la dégradation de leurs conditions de travail.

Actuellement sur environ 120 salariés, une trentaine surmenées et épuisées sont en arrêt maladie. Dans certains services, les salariées se retrouvent à trois pour 26 patients très dépendants. Elles sont régulièrement appelées pendant leur repos à pallier le manque d'effectif, parfois elles font une double vacation qui les amène à travailler 15 heures d'affilée. La direction du centre fait même appel à des élèves infirmières stagiaires pour remplacer des aides-soignantes titulaires.

Tout cela constitue une bonne affaire comptable pour la direction qui use le personnel jusqu'à la corde. Ces derniers jours, son refus d'accorder à certaines leurs congés estivaux a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase.

Profitant de la journée

d'action interprofessionnelle du 28 juin, les salariées ont décidé de se mettre en grève et de se rassembler devant le centre après la manifestation du matin. Bien décidées à faire entendre leur colère, elles sont allées frapper à la porte du DRH qui a été contraint de les recevoir toutes ensemble. Elles ont pu exprimer leur colère et leurs exigences, en particulier la nécessité d'embaucher. Face au DRH qui essayait de les convaincre que c'est impossible faute d'argent, l'une d'elles a évoqué la récente grève de l'hôpital du Rouvray qui a imposé des embauches.

Le message est clair, les hospitaliers de Pau sont décidés à ne plus subir la politique d'austérité qui leur est imposée depuis des années.

Correspondant LO

Hôpital d'Alençon : une gestion critiquable

3,4 millions d'euros de frais d'étude dans le cadre du programme « Hôpital 2012 » sans aucune suite pratique, 1,5 million par an sur dix ans pour la location d'un hélicoptère privé qui correspond, comme par hasard, à l'amortissement de son prix d'achat par l'entreprise prestataire. Ce sont deux exemples de dépenses de l'hôpital d'Alençon-Mamers relevés par la Chambre régionale des comptes.

On apprend aussi qu'en 2014, la direction de l'hôpital

a conclu 571 contrats d'intérim avec 170 médecins différents dont, pour 25 % d'entre eux, des missions d'une seule journée. Et il a aussi dû emprunter une fois de plus aux banques pour pouvoir payer ses cotisations sociales à l'Urssaf.

Tout en épinglant la gestion de l'hôpital, la Cour des comptes n'en considère pas moins qu'il peut et doit faire des économies. C'est même de ce point de vue qu'elle se place. Elle ne conteste ni les fermetures de lits, ni

les réductions d'effectifs, ni non plus la recherche permanente de rentabilité financière de ses activités dont les seules bénéficiaires sont les banques et les entreprises privées.

C'est pourtant cette politique, mise en pratique par tous les gouvernements successifs, qui a pour conséquence l'aggravation continue des conditions de travail des salariés et des soins aux patients.

Correspondant LO

PSA - Rennes : débrayages au Montage



Judi 28 juin, à l'usine PSA de Rennes, à l'appel de la CGT, 60 ouvriers, dont des intérimaires, de l'équipe d'après-midi du Montage débrayaient à partir de la pause de 17 h 30 jusqu'à la fin de poste. Ils étaient rejoints par une dizaine d'ouvriers du Ferrage, atelier situé à l'autre bout de l'usine. À 21 h, 40 ouvriers de l'équipe de nuit prenaient le relais en refusant de travailler jusqu'à la pause de 23 h.

Ils protestaient contre les très mauvaises conditions de travail et de sécurité et contre le travail à répétition du week-end depuis qu'ils sont dans le nouvel atelier de montage.

C'est depuis février que la direction a progressivement basculé la totalité du montage des voitures vers un nouvel atelier flambant neuf qu'elle n'hésite pas à qualifier de « plus moderne du groupe PSA » et qui offrirait « les meilleurs standards de l'industrie automobile mondiale ». Rien que ça !

Pour les ouvriers, dont plus de la moitié sont intérimaires, la réalité est tout autre. De nombreux postes ont été supprimés. Il faut travailler les uns sur les autres dans un atelier beaucoup plus petit que l'ancien. Du fait du « compactage » de l'atelier poussé à l'extrême, les conditions de sécurité se sont fortement dégradées. Un accident très grave a déjà eu lieu en avril. Même en ce qui concerne les sanitaires, les aires de repos ou encore

l'accès à l'eau, tout a été fait au minimum.

L'atelier, trop petit et très souvent en panne, produit moins de voitures que le précédent pour réaliser la production. La direction programme donc de très nombreux samedis, et dimanches pour l'équipe de nuit, en heures supplémentaires.

Certains chefs, poussés par une direction qui veut sortir la production coûte que coûte, se comportent comme de petits tyrans. Dernière provocation, lundi 25 juin, alors qu'il faisait une chaleur infernale, les responsables du Montage ont fait travailler sur les pauses pour rattraper les pannes du matin...

C'est dans ces conditions, où la grogne montait de plus en plus dans l'atelier, que la CGT a appelé à débrayer le jeudi 28 juin.

La direction, redoutant le mouvement de colère dans l'atelier, avait multiplié les pressions sur les ouvriers pour les dissuader de

débrayer. Elle était aidée en cela par les syndicats SIA, FO, CFTC et CGC qui répétaient qu'un débrayage remettrait en cause l'avenir de l'usine...

Malgré cela, dans les secteurs où la CGT est présente, quasiment tous les ouvriers en CDI et plusieurs intérimaires ont participé aux débrayages. Cela a suffi à bloquer le Montage. Et ce ne sont pas les dizaines de cadres, que la direction avait mis en poste pour remplacer les grévistes, qui ont permis de faire beaucoup de voitures !

Les grévistes ont défilé à plusieurs reprises dans l'atelier en scandant « *Le week-end c'est à nous, c'est pas pour le patron.* » et « *Tavares, rends-nous le pognon, nous aussi on veut le million.* » Ils ont été salués par de nombreux ouvriers qui n'avaient pas débrayé mais dont quelques-uns ont finalement rejoint le cortège.

Par ces débrayages, un certain nombre de travailleurs ont relevé la tête face à une direction de plus en plus féroce, en rencontrant de la sympathie. Il pourrait bien y en avoir de plus en plus à l'avenir car la plupart des salariés de l'usine, au-delà même des ouvriers, ne supportent plus ces pressions de plus en plus fortes.

Correspondant LO

Sealynx Charleval : chasse aux coûts, au profit de Renault

L'usine Sealynx-International de Charleval, dans la vallée de l'Andelle, produit des joints en caoutchouc, notamment destinés aux portières de voitures. Renault est son principal client, à 85% encore récemment. Depuis les années 2010, l'entreprise est passée par les mains de quatre repreneurs éphémères et par deux procédures de redressement judiciaires.

Comme bien des sous-traitants de l'automobile, Sealynx est à la merci de ses donneurs d'ordre et se livre à une

chasse aux coûts effrénée, passant par d'incessantes réductions d'effectifs. De 2000 en 1990, l'effectif a fondu jusqu'à 425, plus 200 intérimaires, aujourd'hui. La dernière manœuvre en cours de la direction consiste à réaliser une partie de la production en Roumanie avec des machines de Charleval. On comprend que cela ne soit pas du goût des travailleurs concernés, car au final 70 personnes, dont 60 intérimaires, se trouveraient sur le carreau.

Vendredi 22 juin, des

délégués s'étaient donc opposés au démontage et à l'enlèvement de deux presses, opération pour laquelle la direction n'avait même pas pris la peine de procéder aux consultations obligatoires. La direction a assigné en justice huit d'entre eux et leur réclame collectivement 3000 euros de dommages et intérêts.

Mais à combien se chiffraient les dommages subis par les travailleurs si le plan de Sealynx entrait en application ?

Correspondant LO

PSA Poissy : une mutation qui ne passe pas

À l'usine PSA de Poissy, cela fait des mois que des travailleurs du Ferrage, de la Peinture ou de la Logistique, connaissent des mutations forcées vers les chaînes de Montage, sous prétexte de baisse de la production. Mercredi 27 juin, en début d'équipe du matin, presque tous les caristes d'un secteur du bâtiment du Montage, soit une quinzaine, ont imposé à la direction un premier recul en débrayant pour protester contre la mutation forcée d'un des leurs.

Ce dernier avait reçu une lettre pour le forcer à accepter une mise à disposition chez un sous-traitant. Le mardi 26 juin, il était convoqué par le service du personnel pour s'entendre dire : « *Vous refusez de partir en mission chez un sous-traitant, vous serez donc muté sur la chaîne au Montage.* » Le lendemain matin, c'est avec des photocopies de sa lettre que ce travailleur est revenu à l'usine, les faisant circuler parmi ses camarades de travail qui, choqués, ajoutaient : « *Il faut que tu restes avec nous !* » C'est ainsi que démarra le débrayage.

Au bout de trente minutes, deux directeurs se sont déplacés pour expliquer aux ouvriers caristes qu'ils n'avaient pas le choix, qu'il s'agissait d'impératifs de la production... sans convaincre personne. Les caristes, déterminés, ont décidé de rester en grève et quelques-uns, accompagnés de délégués syndicaux, ont commencé à passer sur la chaîne de Montage pour expliquer leur action. Cela a sans

doute contribué à ce qu'à peine dix minutes plus tard, la direction vienne avec un document expliquant de façon un peu fumeuse, qu'il y avait peut-être eu une erreur d'appréciation entre « l'effectif théorique et l'effectif pratique » et qu'elle s'engageait par écrit à ce que le cariste en question ainsi que tous les autres restent caristes, annonçant dans le même temps une nouvelle organisation du travail jeudi 5 juillet.

Les caristes comptent bien être à ce rendez-vous pour surveiller ce qui en sortira. En attendant, tous étaient très contents de cette réaction solidaire qui a surpris la direction. Face aux pressions au quotidien pour faire accepter les mutations forcées, et plus généralement des postes de plus en plus chargés pour tous, des réactions collectives sont possibles et peuvent faire reculer la direction. Et mêmes limitées, elles contribuent à donner confiance à un nombre bien plus large de travailleurs.

Correspondant LO



Ford – Blanquefort : contre la fermeture de l'usine, contre les licenciements

Le 7 juin, Ford a annoncé sa volonté de fermer fin 2019 l'usine FAI de Blanquefort, près de Bordeaux, pour rapatrier la production des boîtes de vitesses automatiques dans les usines du continent américain, quitte à expédier par bateau les boîtes nécessaires aux usines d'assemblage d'Europe. Ford, qui fait déjà plus de 7,5 milliards de bénéfices, en veut encore plus.

Dans l'usine, les réactions sont aujourd'hui partagées. Si une petite minorité pense que « Ford doit rester », la très grande majorité des travailleurs ne pense pas être en mesure d'imposer cela. Quant à un éventuel repreneur, ils ont déjà payé pour voir. En 2008, lorsque Ford se désengagea pour la première fois, il le fit en se servant d'un repreneur industriel qui prétendait reconverter l'usine pour fabriquer des pièces d'éoliennes mais qui, dans les faits, devait la fermer après avoir puisé quelques millions dans la caisse. Le scénario du repreneur est aujourd'hui tellement éventé que ni Ford ni les pouvoirs publics n'osent, encore, le

mettre en avant. Dans ces conditions, il n'est guère étonnant que beaucoup de travailleurs regardent du côté des conditions du plan de licenciements. Mais là-aussi, Ford fait tout pour que la fermeture lui coûte le moins possible.

Lors des premières réunions du PSE qui se sont déroulées les 26 et 27 juin, Ford a confirmé qu'il n'y aurait que quelques dizaines de reclassés sur l'usine sœur GFT, propriété indirecte de Ford à Blanquefort, qui fabrique des boîtes de vitesse manuelles. Lors de ces réunions, Ford a fait mention des primes du plan qu'il ose qualifier de généreux. Mais en comptant les indemnités



légales et supra-légales, les licenciés toucheraient, pour ceux qui ont 40 ans d'ancienneté, au plus 36 mois de salaire, et 20 mois pour ceux qui ont 20 ans d'ancienneté! Pour les futurs licenciés, condamnés au chômage, c'est la misère garantie au bout de quelques mois. Quant aux préretraites, Ford, ce trust multimilliardaire, est prêt à garantir les départs à 55 ans... mais avec 65 % du salaire! Comment vivre avec deux tiers d'un salaire d'ouvrier alors qu'un salaire entier est déjà insuffisant?

C'est cette colère qu'ont exprimée le 27 juin, à l'annonce des conditions

du PSE, une centaine d'ouvriers, en envahissant la salle où se négociait le PSE, en y dénonçant le mépris de la direction et en montrant par là que, pour faire payer Ford d'une manière ou d'une autre, pour qu'aucun travailleur ne se retrouve sur le carreau, c'est sur la mobilisation collective qu'il faut compter.

Le 30 juin, dans les rues de Bordeaux, à l'appel de la CGT de Ford, soutenue par le NPA, LO, le PCF, LFI, la CNT..., près de 400 manifestants ont protesté contre la fermeture de l'usine. Jean-Pierre Mercier a apporté la solidarité de Lutte

ouvrière à l'ensemble des travailleurs de Ford. Il y a notamment déclaré que « c'est uniquement en comptant sur leurs propres forces que les travailleurs de Ford pourront faire bouger les lignes... On n'a jamais vu un gouvernement se mettre du côté des travailleurs quand ils sont menacés de licenciement. Cela n'existe pas. Alors oui il faut avoir conscience qu'il faut être vraiment déterminés, que c'est par la grève, par leurs mobilisations que les camarades de Ford, quels que soient les objectifs qu'ils se sont fixés, pourront faire reculer la direction... »

Correspondant LO

Monoprix de Malakoff : halte à l'arbitraire!



Bougary Magassa, Malien et sans-papiers, a travaillé pendant près de sept ans, de 2009 à 2016, au rayon fruits et légumes du Monoprix de Malakoff, situé près de Paris à Porte de Châtillon. Travaillant sous une identité d'emprunt, il a avoué sa situation à son employeur et demandé, comme la loi l'y autorise, à régulariser sa situation.

Afin de ne pas reconnaître qu'elle avait employé un salarié sans papiers, la direction lui a demandé de démissionner, tout en lui faisant une promesse d'embauche sous son véritable nom. Mais quand Bougary Magassa est venu faire viser

son attestation de concordance d'identité, il a essuyé un refus. Conséquence immédiate, la préfecture a rejeté son dossier, il est toujours sans papiers... et sans emploi.

L'union locale CGT et le collectif de travailleurs sans papiers ont lancé une pétition de soutien lors d'un rassemblement le 14 avril devant le Monoprix. Et samedi 30 juin, avec Bougary Magassa, une quarantaine de personnes ont manifesté devant le magasin afin d'obtenir qu'une délégation rencontre le directeur.

Monoprix avait peut-être parié sur le désintérêt de la population, voire

sur le climat hostile aux migrants entretenu par les médias. C'est le contraire qui se passe et le directeur a avoué qu'il était maintenant inquiet pour « l'image du magasin ». Effectivement la pétition, présentée sur le marché de Malakoff et devant le Monoprix, a rapidement recueilli plus de mille signatures, notamment par des clients choqués et dont certains se souviennent bien de Bougary.

Pour l'instant, la direction générale de Monoprix continue de faire la sourde oreille, le combat continue!

Correspondant LO

Anovo – Brive : débrayages contre les 95 licenciements

Mardi 19 et mercredi 27 juin les salariés d'Anovo ont débrayé de 11 heures à 14 heures contre les 95 licenciements prévus sur le site de Brive et annoncés le 29 mai en CCE à Paris aux délégués. Le prétexte invoqué est une rupture de contrat de sous-traitance avec Orange.

Le 19 juin, des salariés de la métallurgie, des cheminots, des militants de l'union locale CGT... étaient présents, ainsi que des travailleurs de Thalès qui partagent la cantine avec ceux d'Anovo.

Le 19 comme le 27, il y a eu des négociations, et les délégués ont envoyé des nouvelles à chaque fois. Le 19, la direction a proposé de supprimer un licenciement... car un chef avait demandé à partir! Mais elle a renouvelé ses exigences, nous demandant de travailler plus pour honorer les commandes, sans convaincre personne.

Comme l'a dit une salariée à FR3, Ingram qui a racheté Anovo en 2015 a de l'argent « et des bénéfices avec un chiffre d'affaires de 45 milliards ».

Le 27 juin, la direction a proposé de supprimer onze licenciements et de continuer 15 à 25 % de la régénération, autrement dit la rénovation de téléphones portables, tout en disant que, si nécessaire, les salariés de Brive devront aller travailler à Montauban, à la demande! La proposition a été mal accueillie: « Ils voudraient nous faire travailler quand ils veulent, où ils veulent, on a tous besoin d'un salaire tous les jours, et il y a de l'argent... il n'y a que les actionnaires qui sont bien servis... ils ne nous ont jamais fait partager les bénéfices... on ne retrouvera rien, alors il faut qu'ils payent bien plus que ce qu'ils proposent », sont quelques-unes des réflexions entendues.

Le comble est que 95 licenciements sont programmés, sur 182 salariés, mais que la direction est obligée d'embaucher des intérimaires cet été pour la prise des congés annuels!

Les travailleurs ne veulent pas laisser passer ça.

Correspondant LO

Sanofi - Compiègne : grève contre le nouvel horaire

Les travailleurs du groupe pharmaceutique Sanofi ont fait deux jours de grève, les 28 et 29 juin, sur le site de Compiègne, contre un changement d'horaires que veut leur imposer la direction.

Depuis des mois, la direction Sanofi cherche à allonger les horaires de travail. Elle veut passer les horaires hebdomadaires à 42h05 par semaine, plus le travail du samedi, ce qui entraînerait une augmentation de l'horaire annuel de 155 heures, soit un mois de travail supplémentaire ! S'y ajouterait la suppression de repos compensatoires et de jours de RTT.

La direction voulait même faire travailler le dimanche, mais l'inspection du travail l'a pour l'instant refusé. Le préfet de l'Oise est même intervenu pour dire qu'il n'y avait aucune raison de priver les travailleurs de leur repos dominical. À cela viennent s'ajouter d'autres mesures. 56 travailleurs sont partis en retraite, mais ils n'ont pas été remplacés par des emplois équivalents en CDI.

Bien que l'inspection du travail lui ait reproché d'avoir trop de travailleurs en contrats précaires, Sanofi continue de faire appel à des intérimaires. Cela dure

depuis des années, huit ans pour certains, sans qu'un emploi en CDI ne leur soit jamais proposé.

La direction a aussi imposé un management « Lean » puis « FitForFuture », les dadas actuels des dirigeants d'entreprise qui tentent d'obtenir la même quantité de travail, ou plus, avec des effectifs de plus en plus réduits. Et la nouvelle tentative de la direction d'imposer des horaires

abusifs a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, et déclenché la grève.

Tout cela se produit chez un géant de la pharmacie mondiale, n°1 au CAC 40 avec plus de 8 milliards de bénéfice net en 2017. Mais, insatiables, les dirigeants du groupe veulent grignoter plus de profit sur le dos des travailleurs, sans embaucher. Avec cet horaire, ils espèrent obtenir 20 % de production supplémentaire.

Dans les jours précédant la grève, la direction a tout tenté, utilisant la présence des dirigeants France et Monde sur le site pour faire

pression sur les syndicats CFDT, FO et CGC, faisant du chantage sur l'avenir du site, menaçant de revenir à la convention collective et au Code du travail. Sans succès. Dans les assemblées générales, les travailleurs ont voté contre ces horaires et décidé la grève. Puis, lors de celle-ci, on a vu débouler des cadres de production dont certains qu'on ne voit jamais dans les ateliers venir faire ami-ami avec les travailleurs. Les ouvriers grévistes en ont profité pour leur dire tout ce qu'ils avaient sur le cœur.

Ceux-ci étaient contents

de marquer le coup, d'afficher leur solidarité et de se retrouver entre eux. Le 28, les salariés de l'Oise qui manifestaient au cours de la journée interprofessionnelle ont fait un détour devant l'usine Sanofi pour soutenir les grévistes, qui l'ont remarqué et apprécié.

La direction a été surprise par la grève et n'a obtenu que l'accord de la CGC pour ses projets, qu'elle a reportés au 1^{er} octobre, invitant l'encadrement à la bienveillance lors de la reprise du travail. Pour elle, c'est encore loin d'être gagné.

Correspondant LO



QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

**Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste**

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal juillet 2018.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Contrairement aux partis qui défendent l'ordre social, qui sont financés par la bourgeoisie à travers de multiples canaux, qui monopolisent les passages dans les grands médias, Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. Les dons et cotisations versés à un ou plusieurs partis politiques ne peuvent excéder au total 7 500 euros par an. Si vous souhaitez nous soutenir financièrement, merci de nous adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière,

en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme

tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :
Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
www.lutte-ouvriere-audio.org

Le Mondial de football : sport-spectacle et foire aux chauvinismes

Derrière ses prétentions à la neutralité apolitique, la Coupe du monde de football a toujours été utilisée par les États de façon très politique.

Dans les années 1920, la Fédération internationale de football (FIFA), inspirée par le Comité international olympique (CIO), s'en distinguait cependant sur un point. Alors que le CIO réservait les Jeux aux amateurs, alors issus de la bourgeoisie et de l'aristocratie, la FIFA voulait pouvoir aligner des footballeurs de métier, à une époque où le professionnalisme se généralisait dans le ballon rond. L'organisation d'une Coupe du monde de football, séparée des JO, en 1930, était donc une rupture avec le CIO. La FIFA n'était pas pour autant moins réactionnaire que celui-ci. Et si le Mondial a évolué selon les époques, son histoire est marquée par l'exaltation chauvine, accompagnant parfois de sinistres opérations politiques. Ainsi, en 1934, lorsque l'Italie organise la Coupe, Mussolini veut en faire une démonstration de force fasciste. « Vaincre ou mourir », intime-t-il aux joueurs italiens, entraînés sur un mode militaire. En quart de finale, ceux-ci l'emportent sur la République espagnole, dans une

rencontre très violente où 11 joueurs sont blessés. L'équipe italienne gagne la compétition, et Mussolini en fait une vitrine du fascisme à l'étranger.

1958 : la FIFA colonialiste

Après la Deuxième Guerre mondiale, la FIFA reste dominée par les vieilles puissances coloniales, la France et l'Angleterre. En pleine guerre d'indépendance algérienne, le FLN constitue une équipe à partir de joueurs qui évoluent en métropole : le 13 avril 1958, 32 joueurs algériens quittent clandestinement la France et les clubs qui les emploient, se rendent à Tunis et constituent une sélection algérienne. Certains d'entre eux, comme Mustapha Zitouni et Abdelaziz Ben Tifour, renoncent ainsi à l'équipe de France et au Mondial suédois de cette année 1958, au grand dam des autorités françaises. L'équipe du FLN dispute alors de nombreuses rencontres avec... les pays qui l'acceptent. En effet, non seulement la FIFA n'admet

pas l'Algérie aux compétitions internationales, mais elle menace de sanctions les nations qui acceptent de la rencontrer. Seuls les pays du bloc soviétique et la Chine acceptent, alors que même l'Égypte de Nasser se dérobe.

Admise par la FIFA après l'indépendance, l'équipe d'Algérie n'en a pas pour autant fini avec le néo-colonialisme. En 1982, l'Allemagne de l'Ouest, que l'Algérie vient de battre, s'arrange avec l'Autriche pour « le match de la honte » : les deux équipes s'accordent sur un score (1-0) qui les qualifie pour le 2^e tour, éliminant du coup l'Algérie.

1978 : le Mondial des généraux argentins

En 1978, la dictature militaire argentine trouve dans l'organisation de la Coupe du monde une belle occasion de redorer son blason. Deux ans après que les généraux argentins ont pris le pouvoir, le pays compte alors 6000 personnes exécutées, 8000 emprisonnées, 15 000 disparues. Un mouvement pour le boycott s'exprime dans plusieurs pays ; en France, un comité dénonce la « Coupe immonde ». Le président Giscard d'Estaing s'oppose à un tel boycott, alors que

les capitalistes français font beaucoup d'affaires avec l'Argentine. Et, comme on l'apprendra plus tard, des officiers français ont formé les militaires tortionnaires argentins.

Selon le président d'alors de la FIFA, le Brésilien Joao Havelange, « les problèmes économiques, politiques et sociaux devaient être oubliés le temps du tournoi pour faire place à la joie et au plaisir ». Une partie des joueurs marquent cependant leur opposition, à l'instar des Néerlandais, finalistes, qui refusent de serrer la main du dictateur argentin Videla. Après avoir sans doute soudoyé l'équipe du Pérou pour se qualifier, l'Argentine est victorieuse et les généraux pavoisent. Havelange reçoit une décoration militaire du chef de la junte et il le félicite pour l'efficace et « triomphale » organisation de la compétition. Pendant ce temps, à quelques centaines de mètres des stades, le régime torture et assassine ses opposants.

Depuis 40 ans, l'audience du Mondial n'a cessé d'augmenter.

Aujourd'hui suivi par quelque 3,5 milliards de

télespectateurs, il est, comme les JO et d'autres compétitions internationales, une vaste machine à fric, qui arrose les industriels du BTP, les grands médias, les équipementiers sportifs, les sponsors, etc. Mais le Mondial de foot est aussi utilisé politiquement par tous les régimes, y compris la France de Chirac et Jospin en 1998. En 2016, encore, face à la mobilisation contre la loi travail, Valls et Hollande font un chantage à la réussite de l'Euro de foot.

Le Mondial de Russie ne fait pas exception. Organisé, mis en scène par Poutine en direction de l'opinion russe, il est aussi utilisé par les autres régimes. On en a eu un aperçu récent avec le joueur vedette égyptien Mohamed Salah, instrumentalisé tout à la fois par les généraux égyptiens, pour redorer leur blason, et par le dictateur tchétchène Kadyrov. Au-delà des prouesses des joueurs, derrière les hymnes et les étendards nationaux, se manifestent sans fard les manipulations des politiciens du monde entier, qui exaltent le patriotisme sportif pour mieux faire taire leurs opposants et occulter les oppositions sociales.

Michel Bondelet

Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Depuis le 2 juillet les militants de Lutte ouvrière ont repris leurs périples d'été pour, jusqu'à la fin du mois d'août, aller à la rencontre des travailleurs.

Toute la société va mal et craque de partout.

Ici, dans un des pays les plus riches de la planète, d'un côté les profits distribués aux actionnaires explosent alors que, de l'autre côté, le nombre de chômeurs augmente, la précarité de ceux qui travaillent s'accroît et l'inquiétude augmente.

En Méditerranée, chaque semaine, des centaines d'hommes, de femmes

et d'enfants meurent engloutis, noyés pour avoir tenté de fuir la misère et espéré parvenir en Europe pour y survivre.

C'est le résultat du capitalisme, c'est-à-dire de cette organisation économique uniquement établie sur la recherche du profit de la minorité qui possède les capitaux, et donc totalement sourde aux besoins de l'humanité tout entière.

C'est de cela dont nous voulons discuter. Pour ce faire, voici les étapes prévues pour les prochaines semaines :



Les étapes

Vosges/Franche-Comté

Judi 5 juillet : Pontarlier
Vendredi 6 juillet :
Montbéliard
Samedi 7 juillet : Besançon

Yvelines/Orne

Judi 5 juillet : Le Mans
Vendredi 6 juillet :
Flers/Argentan
Samedi 7 juillet : Alençon

Ain/Savoie

Lundi 9 juillet :
Villefranche-sur-Saône
Mardi 10 juillet : Oyonnax
Mercredi 11 juillet :

Bourg-en-Bresse
Judi 12 juillet : Albertville
Vendredi 13 juillet :
Chambéry
Samedi 14 juillet : Annecy

Seine-et-Marne/Yonne

Lundi 9 juillet :
Montbard/Avallon
Mardi 10 juillet : Auxerre
Mercredi 11 juillet : Sens
Judi 12 juillet : Nemours
Vendredi 13 juillet :
Montereau
Samedi 14 juillet : Melun
Région du Havre
Lundi 9 juillet : Le Havre

Mardi 10 juillet : Gonfreville-
l'Orcher/Harfleur
Mercredi 11 juillet :
Lillebonne
Judi 12 juillet : Fécamp
Vendredi 13 juillet : Bolbec
Samedi 14 juillet :
Le Havre

Pyénées

Lundi 9 juillet :
Saint-Jean-de-Luz
Mardi 10 juillet :
Biarritz/Anglet
Mercredi 11 juillet : Bayonne
Judi 12 juillet : Tarbes

Vendredi 13 juillet : Pau
Samedi 14 juillet : Auch

Bretagne

Lundi 9 juillet : Concarneau
Mardi 10 juillet : Quimper
Mercredi 11 juillet : Brest
Judi 12 juillet : Lanester
Vendredi 13 juillet : Vannes
Samedi 14 juillet : Lorient

Alsace

Lundi 9 juillet : Haguenau
Mardi 10 juillet : Sélestat
Mercredi 11 juillet :
Strasbourg
Judi 12 juillet : Colmar

Vendredi 13 juillet :
Cernay/Guebwiller
Samedi 14 juillet :
Mulhouse

Centre/Val-de-Loire

Lundi 9 juillet : Orléans
Mardi 10 juillet :
Giens/Pithiviers
Mercredi 11 juillet :
Montargis
Judi 12 juillet : Nevers
Vendredi 13 juillet :
Châteauroux
Samedi 14 juillet : Vierzon/
Issoudin/Bourges